

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



L'AVENIR DES RELATIONS CIVILO-MILITAIRES EN ÉGYPTE APRÈS LE PRINTEMPS ARABE

Major François Chamberland

JCSP 38

Master of Defence Studies

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the
Minister of National Defence, 2012

PCEMI 38

Maîtrise en études de la défense

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le
ministre de la Défense nationale, 2012.

CANADIAN FORCES COLLEGE - COLLÈGE DES FORCES CANADIENNES

JCSP 38 - PCEMI 38

MILITARY DEFENSE STUDY - THÈSE D'ÉTUDES MILITAIRE

L'avenir des relations civilo-militaires en Égypte après le printemps arabe

By/par le major François Chamberland

This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.

Word Count: 17 329

La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.

Compte de mots : 17 329

INTRODUCTION

Lorsqu'une émeute s'est produite le 17 décembre 2010 dans une ville de Tunisie, personne ne s'attendait à ce que toute une région du monde s'enflamme. D'un autre côté, une émeute dans un pays arabe ne constituait pas pour autant un fait extraordinaire. En fait, « instability was a principal characteristic of Arab states.¹ » Pourtant cette émeute allait changer drastiquement la face politique de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient et en ce début avril 2012, il y a encore des affrontements qui subsistent en Syrie. La soif d'une plus grande liberté signifiait de se débarrasser du joug des dirigeants autoritaires. Ceux-ci s'étaient efforcés de réformer leur société avec l'idée de préserver leur mainmise sur le pouvoir mais c'était sans compter sur la volonté intrinsèque de la population de vouloir changer les choses. Ces mêmes dirigeants auraient dû se souvenir des observations d'Alexis de Tocqueville : « the most dangerous moment for a bad government is when it begins to reform itself.² »

En Égypte, Hosni Mubarak gouvernait depuis 30 ans et il avait instauré une multitude de réformes politiques et économiques. Sa quête d'un sixième mandat jumelée au mouvement révolutionnaire débuté en Tunisie lui aura été fatale. À la surprise de tous, mêmes les forces militaires égyptiennes l'ont abandonné. Celles-là mêmes qui avaient aidé à surmonter les émeutes de janvier 1977 et de février 1986 et qui le laissait gouverner le pays depuis les trente dernières années. « Even when the army was used to

¹ Steven A. Cook, *Ruling but not Governing: The Military and Political Development in Egypt, Algeria and Turkey*, Baltimore: The John Hopkins University Press, 2007, p. 1

² <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,2046038,00.html>, consulté le 31 août 2011

quell the troubles of January 1977 and February 1986 it returned to its barracks, leaving the civilian authorities in control.³ » À partir du 25 janvier 2011, elles en ont décidé autrement avec le Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA) à sa tête. Une dichotomie surprenante alors que l'armée doit supporter le pouvoir en place et non se l'approprier.

« An army traditionally makes history by fighting. That's what makes the sidelining of the Egyptian army so startling. Its tanks and soldiers stood mute around Cairo's Tahrir Square, doing nothing as protesters clashed with camel-riding pro-government thugs.⁴ »

Cette occasion permet aux militaires en uniforme de reprendre le pouvoir au pays bien que l'Égypte soit dirigée par les militaires depuis Nasser en 1952⁵. À vrai dire, « depuis la création de l'État moderne égyptien par Méhémet-Ali, l'armée s'est rapidement imposée comme le moteur de l'évolution socio-politique du pays.⁶ » Donc les relations entre les autorités civiles et militaires a majoritairement penché du côté militaire depuis des dizaines d'années. Ce déséquilibre est d'ailleurs la principale raison du soulèvement populaire autant en Égypte que dans une grande portion des États arabes touchés. La population en a assez de se faire gouverner par un régime politique

³ Ahmed Abdalla. « The Armed Forces and the Democratic Process in Egypt », *Third World Quarterly*, Vol 10, No 4 (Oct 1988), p. 1464

⁴ <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,2046051,00.html>, consulté le 31 août 2011

⁵ Khaled Fahmy, « The Military and Politics in Egypt : An Historical Overview », dans de *Armée et Nation en Égypte : pouvoir civil, pouvoir militaire*, sous la direction de May Chartoum-Dubaruy (Paris : Les Notes de l'IFRI, février 2001), p. 36-37

⁶ May Chartoum-Dubaruy. « Avant-propos », dans de *Armée et Nation en Égypte : pouvoir civil, pouvoir militaire*, sous la direction de May Chartoum-Dubaruy (Paris : Les Notes de l'IFRI, 2001), p. 7

autoritaire/militaire. Elle demande que le balancier suive les états modernes où les autorités civiles élues décident des politiques du pays et où le rôle et les actions des militaires sont encadrés par des règlements adoptés par les instances élus. Donc de modifier les relations civilo-militaires qui perdurent depuis trop longtemps. Alors quels sont les groupes qui y joueront un rôle déterminant? Sur quel modèle devront-ils s'appuyer pour favoriser une transition fluide? Quelles mesures devront être prises, en prenant compte du modèle choisi, pour espérer une réussite de la révolte populaire? Ces trois questions formeront donc la problématique de cette thèse. Il va s'en dire que d'autres questions viennent en tête lorsque l'on parle d'une transformation des relations civilo-militaires comme : Quelle sera la réaction des militaires dans tout ceci? Quel sera le rôle de la religion, principalement l'islam, dans ces réformes? Certaines pistes de réponses pourront être trouvées dans cet ouvrage bien que la situation actuelle soit extrêmement effervescente.

Les groupes islamistes, avec à leur tête les Frères musulmans, ont longtemps été persécutés par les régimes en place et ils ont maintenant la chance de faire valoir leurs positions. L'élection des membres de l'Assemblée leur a donné une forte majorité et les élections présidentielles prévue à la fin mai laissent présager une lutte affable entre les différents candidats soutenus par ces groupes.

Comme mentionné plus tôt, la politique égyptienne des dernières années a été dominée par Mubarak et ses fidèles.

« What has prevailed in Egyptian politics over the last quarter of century has been an uneasy and gradual accommodation between a presidential system

resting on the institutional dominance of the governing National Democratic Party and a range of political forces, religious movements and economics elites.⁷ »

Ceci étant dit et compte tenu que Mubarak a été chassé du pouvoir au début février 2011, il faut plutôt s'en remettre aux groupes identifiés par l'analyste Eric Trager. « Egyptian politics is a power struggle among the three paramount groups in the body politic: the SCAF, the Muslim Brotherhood (MB) and the pro-democracy masses.⁸ » À vrai dire, les résultats des élections de l'Assemblée et les derniers développements entourant les candidats présidentiels projettent une image à grande échelle où le groupe islamiste, qui inclut les Frères musulmans et les Salafistes, est à considérer dans son ensemble.

Les Frères musulmans ont un appui substantiel au sein de la population, ce qui en fait le groupe politique islamiste principal. Depuis leur naissance, les Frères ont souvent été persécutés par les régimes politiques en place, ce qui les a rendus plus méticuleux dans leur approche. D'ailleurs ils s'efforcent de garder une image pacifique et d'ouverture afin de s'assurer une popularité nationale mais aussi internationale. C'est probablement une des raisons qui a justifié leurs réticences à participer aux manifestations du 25 janvier 2011.

« Mais en tenant compte du succès des premières manifestations d'une part, et de la répression consécutive de l'autre, la direction de la confrérie allait

⁷ Imad Harb. « The Egyptian Military in Politics: Disengagement or Accommodation? », *Middle East Journal*, Vol 57, No 2 (Spring 2003), p. 269.

⁸ Ahmed Hashim. « The Egyptian Military, Part Two: From Mubarak Onward », *Middle East Policy*, Vol 18, No 4 (Winter 2011), p. 123

changer rapidement d'avis et mettre, progressivement et résolument, tous les moyens de l'organisation et sa logistique au service de la révolte populaire.⁹ »

La suite est connue, la révolte populaire a évincé Mubarak du pouvoir, le CSFA a pris la direction temporaire du pays et les Frères constituent le groupe politique le plus important de l'Assemblée.

Les Frères ne sont pas le seul groupe islamiste qui se distingue sur la scène politique égyptienne. Opérant dans l'ombre de manière apolitique et utilisés par les régimes au pouvoir pendant des années afin qu'ils contrebalancent l'influence des Frères, les Salafistes ont éclot de façon surprenante aux dernières élections. « Cette présence nouvelle des salafistes dans le champ politique a été une des surprises les plus notables pour les élites de l'opposition politique traditionnelles.¹⁰ » Les Salafistes s'appuient sur une imposition plus prononcée de l'Islam, plus particulièrement la branche sunnite de celle-ci. Cette approche plus radicale d'un point de vue de l'Occident provoque des inquiétudes à l'échelle internationale quant au chemin que prendra l'appareil politique égyptien. D'ailleurs le candidat présidentiel salafiste, sheikh Hazem Salah Abu Ismail, obtient déjà près de 23% des intentions de vote dans les premiers sondages pour l'élection de mai¹¹ même si sa candidature est en péril car la loi interdit tout candidat

⁹ Lutz Rogler. « Les Frères musulmans, pragmatiques, ne sont pas ce que vous croyez », *Outre-Terre*, No 29 (mars 2011) : p. 351.

¹⁰ Ibid, p. 357

¹¹ <http://www.arabist.net/blog/2012/4/3/voter-poll-in-egypt.html>, consulté le 3 avril 2012

d'avoir des parents possédant la citoyenneté d'un autre pays. Or sa mère semble avoir obtenu la citoyenneté américaine¹² et cette affaire est devant les tribunaux.

Ceci étant dit, les militaires regardent le tout avec un œil averti. Ils ont d'ailleurs sommé les islamistes de ne pas répéter les erreurs du passé, en lien avec des événements politiques des années 50¹³. Faisant partie du cercle intime de la politique égyptienne depuis maintenant 60 ans, les militaires veillent présentement à ne pas perdre leurs acquis, tout en gardant le contrôle sur le pays au moyen d'un gouvernement nommé par eux.

« [...] officers and their civilian allies forged political systems with well-developed democratic facades, permitting the commanders to rule but leaving it to others to govern. Given the benefits of this situation, the officers have an interest in ensuring that these facades remain precisely little more than the pretenses of democracy they represent.¹⁴ »

Depuis février 2011, ils ont fait de nombreux faux pas qui leurs ont coûté beaucoup en popularité mais ils essaient tout de même de suivre l'horaire établi pour les élections présidentielles. Protecteurs de la nation, ils sont possiblement déchirés entre l'agressivité et la structure organisationnelle des islamistes d'une part; et les demandes de la population de faire évoluer la société de l'autre. Leurs tentacules sont présentes dans la majorité des secteurs de l'économie égyptienne et ils tiennent *mordicus* à les conserver compte tenu des différents avantages que cela leur procurent. « However, the political and socioeconomic role of the military is harder to assess in Egypt than in any other

¹² <http://www.egyptindependent.com/node/753521>, consulté le 5 avril 2012

¹³ <http://weekly.ahram.org.eg/2012/1091/eg20.htm>, consulté le 3 avril 2012

¹⁴ Steven A. Cook, *Ruling but not Governing: The Military and Political Development in Egypt, Algeria and Turkey*, Baltimore: The John Hopkins University Press, 2007, p. 26

Middle Eastern country. For one thing, the subject is taboo.¹⁵ » C'est d'ailleurs ce point qui accroche avec tous les groupes politiques impliqués mais pour le groupe des laïcs ou séculiers, regroupant des libéraux et des socialistes, la friction s'effectue majoritairement sur le sujet de l'économie.

Une bonne partie des gens formant ce groupe provient entre autres du milieu des affaires où l'économie de marché prévaut. Alors quand ils sont déloyalement concurrencés par des entreprises « militaires », ils ne perçoivent pas que cette situation avantage la population. Ceux plus socialistes indiquent que cette situation ne sert pas l'ensemble de la population égyptienne à sa juste valeur. De plus, plusieurs jeunes au sein de leurs rangs veulent obtenir plus de liberté. La carapace militaire imposée des dernières années et les intentions présentes des islamistes ne les rassurent en rien. Les manifestants qui figuraient sur les premières lignes le 25 janvier 2011 étaient majoritairement de jeunes libéraux et c'est ce qu'ils essaient de rappeler à tous ces derniers temps.

Alors les élections ont permis à tous les partis de formuler des agendas et des politiques directrices de leur plate-forme électorale car l'intérêt de la population envers la politique est à un niveau très élevé en ce moment¹⁶. Il y a un point commun pour tous les partis politiques et c'est la diminution de l'ingérence militaire dans la politique

¹⁵ Ahmed Hashim. « The Egyptian Military, Part One: From the Ottomans through Sadat », *Middle East Policy*, Vol 18, No 3 (Fall 2011), p. 63

¹⁶ Rabab El Mahdi. « Egyptian elections, necessary but not sufficient », dans *Arab Uprising : Election Season, Project on Middle East Political Science*, 28 novembre 2011, p. 8

égyptienne. Alors des réformes se concentrant sur les relations civilo-militaires devront avoir lieu.

« Military reform is an integral part of a country's democratization.¹⁷ » Pour y arriver, les dirigeants doivent se pencher sur les exemples dans le monde où la transition d'un régime militaire à un régime élu démocratiquement a fonctionné. Cette thèse utilisera comme principal outil le modèle de Narcis Serra qui a réussi à synthétiser les modèles d'autres chercheurs ainsi que la stratégie appliquée en Espagne dans les années 80. L'explication de son modèle sera longuement exposée dans le chapitre deux. Les conditions préliminaires des réformes semblent en place alors que la population veut des changements. Le modèle de Serra compte trois dimensions. Jusqu'à présent, les militaires ont bénéficié d'une autonomie complète qui se démontre par un des leurs étant au pouvoir. La première dimension (l'axe horizontal) est justement à propos de leur niveau d'autonomie au sein d'un gouvernement. Alors que des élus font entendre leurs voix, il est certain que le niveau d'autonomie diminuera. Sept étapes sont identifiées dans le modèle de Serra pour déterminer à quelle échelle se trouve ce niveau d'autonomie. Elles seront énumérées plus longuement dans le même chapitre. Ces réformes apporteront invariablement des conflits ouverts entre les militaires et les élus, ce qui correspond à la seconde dimension. Donc l'axe vertical déterminera le niveau de conflits existants entre ces mêmes joueurs. Onze prérogatives militaires seront énumérées pour déterminer à quel niveau se situe les conflits. Finalement, la troisième dimension (deuxième axe horizontal) se consacrera au professionnalisme militaire. Cet axe vise les réformes internes des forces militaires pour les amener à devenir plus

¹⁷ Karabekir Akkoyunlu. *Military Reform and Democratisation : Turkish and Indonesian Experiences at the Turn of the Millenium*, Oxon: Routledge, 2007, p. 7

compétent, plus éthique enfin plus loyal envers les élus. La transformation du métier militaire d'une institution à une occupation. Rien n'est nouveau dans le contenu de ces axes mais Serra les a bien décrits. Sadate et Mubarak ont travaillé sur deux de ces axes afin de rehausser leurs pouvoirs mais aussi de diminuer l'influence militaire.

« [...] les efforts déployés par les présidents Sadate et Mubarak pour se distancer de l'héritage nassérien et pour réformer les structures et les institutions égyptiennes se sont inscrits dans deux processus parallèles : la dépolitisation ou professionnalisation de l'armée, et la démilitarisation de la vie politique.¹⁸ »

Le travail simultané sur deux axes constitue une solution indiscutable pour Serra. À vrai dire, il force même à opérer sur les trois axes simultanément car des progrès en silo sur chaque axe ne peuvent qu'amener des échecs ou au mieux des déceptions. La prérogative numéro un s'établit sur la confiance qu'a la population envers les politiciens et surtout la confiance de la population envers le contrôle que les élus ont des militaires.

Des solutions pour chaque axe seront apportées séparément au chapitre trois.

Bien que certains efforts aient été faits ultérieurement, le nouveau gouvernement devra mettre les bouchées doubles pour augmenter son contrôle sur les militaires.

L'augmentation de la légitimation des institutions/ministères en place sera certainement parmi les plus hautes priorités et elle devra être faite avec une forte résolution politique.

Les pays occidentaux seront probablement enclins à supporter l'Égypte si des mesures visant à imiter ces mêmes pays sont prises. Alors l'appui extérieur soutiendra le gouvernement dans son processus de réformes. L'appareil bureaucratique devra aussi être nettoyé des militaires en se basant sur les compétences des individus et non sur des

¹⁸ May Chartoum-Dubaruy. « Avant-propos », dans *Armée et Nation en Égypte : pouvoir civil, pouvoir militaire*, sous la direction de May Chartoum-Dubaruy (Paris : Les Notes de l'IFRI, 2001), p. 7

appointements politiques. La pièce charnière de ces réformes proviendra de l'écriture de la nouvelle constitution. Cette tâche touche des émotions chez tous les partis et les congrégations religieuses, musulmanes et chrétiennes, évaluent présentement leur position comme rapporter dans les divers médias égyptiens en ce début avril 2012. Donc cette constitution encadrera le rôle et les actions que pourront prendre les militaires. À l'interne, les forces armées devront améliorer leur niveau de formation, revoir le système de promotions, s'éloigner des opérations domestiques et laisser le tout aux forces de l'ordre, et évaluer les divers bénéfices obtenus par les entreprises dirigées par les militaires.

Bref la transformation des relations civilo-militaire en Égypte sera d'une importance capitale pour le futur du pays et si elle réussit, elle risque d'être émulée comme modèle auprès des autres pays arabes de la région. Il importe donc aux différents groupes de prendre les bonnes décisions qui forgeront l'Égypte nouvelle.

CHAPITRE 1

LES FORCES EN PRÉSENCE

Dans ce chapitre, il sera question des différentes forces en présence qui prévalent dans l'arène politique égyptienne en ce moment. Depuis le départ de Hosni Mubarak, il y a essentiellement trois groupes d'acteurs politiques qui s'affrontent et qui essaient de séduire l'électorat national ainsi que la classe politique mondiale. Malgré le fait que les élections aient clairement démontré que le groupe islamiste, avec à sa tête les Frères musulmans, était préférée aux deux autres institutions, il n'en demeure pas moins que ces dernières représentent une bonne portion de la population et du pouvoir.

En premier lieu, le premier mouvement politique étudié sera tel que mentionné ci-haut celui dit islamiste. Il est essentiellement alimenté par une application légère, modérée ou rigide des principes religieux de l'Islam. Constituée de nombreux partis politiques, il est majoritairement dominé par deux groupes qui sont les Frères musulmans et les Salafistes. Chacun ayant une aile politique principale, le parti « Liberté et justice » pour les Frères musulmans et « Al-Nour » pour les Salafistes. Une section de ce chapitre couvrira donc leur historique et leur programme politique.

Ensuite, il y a l'institution militaire qui est fortement influencée par le CSFA. Les militaires sont directement et indirectement au pouvoir depuis le coup d'état orchestré par

Gamal Abdel Nasser et d'autres officiers en 1952¹⁹. Depuis ce temps, l'Égypte a été gouvernée uniquement par des militaires et c'est encore cette situation qui prévaut aujourd'hui alors qu'un président doit être élu à la fin mai 2012. Bien que le peuple se soit soulevé contre le régime de Mubarak en janvier 2011 et qu'il continue d'exprimer sa colère face aux militaires qui gouvernent en ce moment, les forces militaires jouissent tout de même d'un appui populaire important²⁰. Cette institution possédera aussi sa section dans ce chapitre où il sera fait mention de son historique, ses intérêts ainsi que ses demandes.

Enfin, une section de ce chapitre sera aussi consacrée au mouvement laïc ou séculier, qui regroupe les hommes et femmes qui ne veulent pas d'un État totalitaire de type militaire ou religieux. Il est majoritairement composé de partis libéraux et socialistes. Ce mouvement est souvent soutenu par soit d'importants d'hommes d'affaires égyptiens ou soit par des jeunes et qui adoptent ou du moins, sont influencés par des mœurs plus occidentales. Compte tenu du soulèvement en cours, ce mouvement foisonne d'idées libérales mais il est extrêmement fragmenté et désorganisé.

¹⁹ Khaled Fahmy, « The Military and Politics in Egypt : An Historical Overview », dans *Armée et Nation en Égypte : pouvoir civil, pouvoir militaire*, sous la direction de May Chartoum-Dubaruy (Paris : *Les Notes de l'IFRI*, février 2001), p. 36-37

²⁰ Marc Lynch. « Egypt's election: Don't panic! », dans *Arab Uprising : Election Season*, Project on Middle East Political Science, 28 novembre 2011.

LE MOUVEMENT ISLAMISTE

Dans un pays comme l'Égypte où entre 80% et 90% de la population pratique l'Islam comme religion²¹, il est normal que certains partis politiques adoptent, en plus ou moins grande partie, des lignes de pensées islamistes. Après tout, même dans les sociétés occidentales, il est difficile d'extraire complètement la religion des idéologies politiques comme on le voit au Canada et encore plus aux États-Unis. Qui plus est, « Egypt is an islamic society – courtesy of the politics of the so-called « believer » president, Anwar al-Sadat [...]»²² » Donc ces partis islamistes basent leur programme politique, en tout ou en partie, sur des valeurs religieuses qui sont connues de la majorité des électeurs. À vrai dire, 67% des électeurs croient que les lois devraient suivre les enseignements du Coran²³. Alors au cours des prochaines pages, une description générale incluant un bref historique des deux groupes islamiques prééminents, les Frères musulmans et les Salafistes, sera faite tout en essayant de cerner leur programme politique.

LES FRÈRES MUSULMANS

Le mouvement des Frères musulmans a été créé en 1928 à Ismailiya, Égypte par Hassan al Banna, un professeur âgé de 22 ans. Celui-ci était opposé au colonialisme britannique et il prônait l'indépendance de l'Égypte tout en évoquant les principes de

²¹ http://www.absoluteastronomy.com/topics/Religion_in_Egypt, consulté le 24 janvier 2012

²² Ahmed Hashim. « The Egyptian Military, Part Two: From Mubarak Onward », *Middle East Policy*, Vol 18, No 4 (Winter 2011), p. 122

²³ Shadi Hamid. « How Egypt's Muslim Brotherhood will win », dans *Arab Uprising : Election Season*, Project on Middle East Political Science, 28 novembre 2011.

l'Islam comme base de la société²⁴. Dès lors, le mouvement s'étend rapidement dans le pays et en 1941, il entre formellement dans l'arène politique en annonçant ses candidats lors de l'élection parlementaire. Suite à près de dix années de turbulences politiques, les Officiers libres, avec Nasser à la tête, prennent le pouvoir en juillet 1952²⁵. « The Free Officers had strong links to the Muslim Brotherhood, and for a short period of time the Society enjoyed a cordial relationship with the Egyptian leaders »²⁶. L'affrontement avec le pouvoir revient vite et le mouvement est à nouveau persécuté jusqu'à la mort de Nasser en 1970.

« L'arrivée au pouvoir d'Anouar Al-Sadate en octobre 1970, après la mort de Nasser victime d'une crise cardiaque, va être un tournant vital pour la confrérie. Le nouveau président fait libérer des milliers de détenus et de nombreux leaders.²⁷ »

En 1975, ils renoncent officiellement à la violence et dénoncent tout acte terroriste, entre autre l'assassinat d'Al-Sadate en 1981. Ils continuent d'essayer de gagner de l'influence politique et en 1984, ils font alliance avec le Néo-Wafd, laïc et libéral et remporte huit sièges à l'Assemblée. Aux élections de 1987, ils forment l'Alliance islamique, avec le Parti du travail et le Parti des libéraux et remportent 36 sièges. À partir de 1995, le pouvoir cherche à les éliminer mais ils sont si bien implantés dans la société égyptienne

²⁴ Lorenzo Vidino, *The New Muslim Brotherhood in the West*, Columbia University Press, New York, 2010, p. 18-19

²⁵ Ziad Munson, « Islamic Mobilisation : Social Movement Theory and the Egyptian Muslim Brotherhood », *The Sociological Quarterly*, Vol. 42, No. 4 (Autumn, 2001): p. 489

²⁶ Ibid, p. 489

²⁷ Denise Ammoun, « Égypte : Les Frères musulmans préparent leur retour », *Alternatives Internationales*, No. 52 (septembre 2011) : p. 21

qu'ils continuent d'exercer une certaine influence sur les citoyens même s'ils sont exclus de l'arène politique. Aux élections de 2000, ils reviennent sur la scène politique et obtiennent 17 sièges et ils culminent aux élections de 2005 avec 88 sièges, soit 20% de l'Assemblée. Ce résultat agit comme une gifle auprès du pouvoir et dès lors, le mouvement est de nouveau soumis à d'importantes arrestations et sanctions de sorte qu'un seul de leur candidat sera élu aux élections de 2010²⁸. Malgré tout, les Frères tenaient à présenter des candidats. « L'objectif politique n'était alors pas à proprement parler électoral ; il était de profiter de l'occasion pour gagner en visibilité et pour « garder le contact avec la rue ». ²⁹» Néanmoins le guide suprême, Mohamed Badie, fait confiance aux militaires et va même jusqu'à affirmer que les Frères défendront l'armée autant que l'armée défendra les Frères³⁰. « La confrérie constitue le plus puissant soutien du CSFA qui gère l'Égypte depuis le départ de Mubarak.³¹ » D'ailleurs et avec raison, l'armée s'est faite discrète lors des journées d'élections ayant eu lieu entre la fin novembre 2011 et la mi-janvier 2012 et les islamistes, avec à leur tête les Frères musulmans, ont obtenus près de 75% des sièges à l'Assemblée. Le parti « Liberté et justice » des Frères musulmans obtenant à lui seul 47% des sièges³². Finalement, « Saad Al-Katatny, secretary general of the Freedom and Justice Party (FJP), was elected

²⁸ Ibid, p. 22

²⁹ Vannetzel, Marie. « Secret Public, Réseaux Sociaux et Morale Politique. Les Frères Musulmans et la Société Égyptienne », *Politix*, No 92, (avril 2010) : p. 83

³⁰ Denise Ammoun, « Égypte : Les Frères musulmans préparent leur retour », *Alternatives Internationales*, No. 52 (septembre 2011) : p. 22

³¹ Ibid, p. 22

³² <http://www.thedailynewsegypt.com/egypt-elections-2011/islamists-see-more-parliamentary-gains-after-party-list-results-dp1.html>, consulté le 23 janvier 2012

Speaker of the People's Assembly (PA) on Monday, vowing to continue the revolution before thanking the ruling military council and the army.³³ »

Cette évolution des relations entre le pouvoir, les militaires et les Frères musulmans est jusqu'à un certain point surprenante. Surprenante car le raïs est issu des rangs de l'armée et que cette personne au pouvoir a souvent ordonné aux forces de sécurité et aux militaires de prendre des actions musclées pour diminuer l'influence de la confrérie. Surprenante aussi car les Frères fondent leurs revendications sur les besoins primaires des Égyptiens. Ces besoins devraient être comblés par le régime en place, qui s'appuie fermement sur les moyens coercitifs de l'armée et des forces de sécurité. Malgré tout l'armée semble être empathique envers les Frères et vice-versa. Est-ce parce que ces deux groupes fonctionnent et assoient leur influence sur une certaine forme de clientélisme auprès de leurs troupes? Est-ce plutôt parce que ces deux groupes sont profondément nationalistes bien que tous les partis le soient? Il y a définitivement des atomes crochus entre les deux groupes et ces deux caractéristiques (le clientélisme et le nationalisme) peuvent très bien les joindre philosophiquement.

Comme mentionné plus tôt, les Frères musulmans se sont dissociés de toutes formes de violence depuis 1975 et cherchent à améliorer les conditions de vie quotidienne des égyptiens le tout dans la foi islamique. « The Brotherhood differs from those admonitory precedents: its road to power is not revolutionary; it depends on

³³ <http://www.thedailynewsegypt.com/egypt/fjps-katatny-named-pa-speaker-in-tense-first-session.html>, consulté le 24 janvier 2012

winning hearts through gradual and peaceful Islamization.³⁴ » Pour ce faire, ils ont essayé de concurrencer le régime en place au moyen des élections compte tenu que cet outil est :

« [...] un des mécanismes fondamentaux de la stabilité du régime. La recherche du contrôle hégémonique par le régime réside en effet au principe de la construction du vote, non pas tant comme mode de désignation du législateur, [...] sinon comme lieu des échanges clientélistes entre candidats-dispensateur de services et grands électeurs informels contrôlant les groupes électoraux locaux. La redistribution clientélaire occupe donc une place tout à fait centrale dans la légitimité du député égyptien [...].³⁵ »

Leurs nombreux contacts dans la société de par la manière dont ils sont organisés et de par la diversité sociale et professionnelle des membres fournissent aux Frères une énorme capacité de rejoindre l'électorat. Leurs implications dans les syndicats, les organismes de charité et le milieu de la santé entre autre, sont tous des moyens de renforcer leurs contacts avec la population.

« The Brotherhood's charity operations have been especially effective in earning admiration. [...] Many Brotherhood members are doctors and pharmacists who help fill the health care void left by Egypt's woefully ill-equipped government hospitals. [...] It's a powerful strategy for winning loyalty, one other political groups are trying to copy.³⁶ »

Cette façon de faire n'attaque pas directement le régime et profite à tous, notamment les familles et amis des militaires, qui voient ainsi les bénéfices d'une telle

³⁴ Robert S. Leiken et Steven Brooke. « The Moderate Muslim Brotherhood », *Foreign Affairs*, Vol. 86, No. 2 (Mar. – Apr., 2007): p. 111

³⁵ Marie Vannetzel. « Les voies silencieuses de la contestation: les Frères musulmans égyptiens, entre clientélisme et citoyenneté alternative », *Raisons politiques*, No 29, (janvier 2008) : p. 27

³⁶ Aryn Baker et Abigail Hauslohner/Kafr Shibin. « What's So Scary About Egypt's Islamists? », *Time*, 29 novembre 2010 [revue en ligne]; accessible à <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,2032260,00.html>, consulté le 8 décembre 2011.

organisation et pour le futur, d'un parti politique qui s'occupera des vraies choses sur le terrain. De plus, les Frères ne se sont pas fortement opposés aux exigences des militaires face à leurs demandes de protéger leur budget et leurs avoirs des yeux du public, ce qui peut faciliter les relations entre les deux groupes. Finalement, les Frères semblent vouloir faire les choses en bonne et due forme en se conformant au processus électoral élaboré par le CSFA pour démontrer leur bonne volonté.

Malgré cette bonne volonté, ce n'étaient pas l'avis partagé par Mubarak, ses généraux ainsi qu'une majorité d'observateurs internationaux. Ceux-ci mentionnaient que si les islamistes prenaient le pouvoir au moyen d'élections démocratiques, l'Égypte était condamnée à se radicaliser et autant revenir en arrière dans sa gestion interne des mœurs que dans ses relations avec les États-Unis et surtout Israël³⁷. De l'autre côté, une minorité d'observateurs évaluait que les inquiétudes n'étaient pas fondées et c'est ce message que les membres de la confrérie martelaient aux différents médias et différentes audiences. Au cours des dernières années, « the Ikhwan followed the path of toleration and eventually came to find democracy compatible with its notion of slow Islamization.³⁸ » Un autre observateur proéminent dans le domaine, Marc Lynch souligne que :

« [...] la persistance de la confrérie à demeurer dans un champ strictement légal, non-violent et politique, en dépit des coûts très élevés qu'elle a endurés prouve que son attachement à la démocratie ne peut simplement être tenu pour superficiel et instrumental.³⁹ »

³⁷ Ibid

³⁸ Robert S. Leiken et Steven Brooke. « The Moderate Muslim Brotherhood », *Foreign Affairs*, Vol. 86, No. 2 (Mar. – Apr., 2007): p. 110.

³⁹ Fatiha Kahouès. « Les Frères Musulmans et les Chrétiens dans la Révolution Égyptienne », *Confluences Méditerranée*, No 79 (avril 2011) : p. 152.

Beaucoup espèrent donc que les élections et le travail à l'Assemblée permettront d'encore plus démocratiser le mouvement des Frères musulmans et des islamistes en général tout en évitant une théocratie. L'analyse qui en est faite par différentes équipes académiques jusqu'à maintenant démontrent que le processus sera lent et qu'aucune conclusion ferme ne peut en être tirée.

LES SALAFISTES

« For us, the Salafists, the goal is purely religious.⁴⁰ » Cette citation contextualise rapidement ce que les Salafistes offrent comme plateforme politique et ceci depuis environ 85 ans. Ce mouvement qui a présentement comme épice centre Alexandrie s'inspire depuis quelques années du wahhabisme saoudien. Il a été quelque peu oublié par le régime compte tenu de son détachement politique des dernières années du régime Mubarak⁴¹. Certains observateurs indiquent que le régime les a consciemment oublié afin qu'ils puissent contrer la popularité du mouvement des Frères musulmans. Ceci a donc permis aux Salafistes de former une base solide d'adeptes qui proclament un conservatisme religieux. D'ailleurs les résultats des dernières élections accordent à leur principal parti politique, Al-Nour, 25% des sièges à l'Assemblée⁴² ce qui a surpris bien des analystes malgré que les sondages sur le terrain sentaient cette popularité. Pourtant

⁴⁰ Robert S. Leiken et Steven Brooke. « The Moderate Muslim Brotherhood », *Foreign Affairs*, Vol. 86, No. 2 (Mar. – Apr., 2007): p. 112.

⁴¹ Lutz Rogler. « Les Frères musulmans, pragmatiques, ne sont pas ce que vous croyez », *Outre-Terre*, No 29 (mars 2011) : p. 357.

⁴² <http://www.thedailynewsegypt.com/egypt-elections-2011/islamists-see-more-parliamentary-gains-after-party-list-results-dp1.html>, consulté le 23 janvier 2012.

bien que la majorité des membres des trois différents partis politiques sous les Salafistes détestent la violence, certains de leurs membres s'en sont pris dernièrement aux coptes, branche catholique en Égypte, et leurs églises⁴³ mais aussi aux touristes dans les années 1990⁴⁴. Le grand imam Ahmad al Tayyib a d'ailleurs dénoncé cette forme de salafisme rigoureuse qu'il dit non égyptienne lors de sa nomination à son poste⁴⁵.

Tout comme les Frères musulmans, les Salafistes possèdent un réseau de mosquées, d'hôpitaux et de dispensaires qui ressemblent étrangement au réseau des Frères fonctionnant sur la base du clientélisme. En somme, ils ont adopté le modèle des Frères tout en l'adaptant à leurs valeurs et interprétation du Coran tels que les femmes et les hommes sont égaux bien qu'ils ont différents rôles à jouer dans la société. Certains d'entre eux voudraient le retour de l'application de châtiments corporels comme couper la main d'un voleur, agrandir l'utilisation du système bancaire islamique et des formes traditionnelles de taxes et dons⁴⁶.

⁴³ Fatiha Kahouès. « Les Frères Musulmans et les Chrétiens dans la Révolution Égyptienne », *Confluences Méditerranée*, No 79 (avril 2011) : p. 148.

⁴⁴

<http://www.aljazeera.com/indepth/spotlight/egypt/2011/11/2011111510295463645.html>, consulté le 24 janvier 2012.

⁴⁵ Tewfik Aclimandos. « L'islam politique égyptien », *Confluences Méditerranée*, No 75 (avril 2010) : p. 175.

⁴⁶

<http://www.aljazeera.com/indepth/spotlight/egypt/2011/11/2011111510295463645.html>, consulté le 24 janvier 2012

L'INSTITUTION MILITAIRE

« The Armed Forces do not seek power and are ready to leave power immediately through the holding of a popular referendum if necessary.⁴⁷ » Ces paroles du Maréchal Mohamed Tantawi à la fin novembre 2011 sont surprenantes considérant que le CSFA, au pouvoir depuis la mi-février 2011, a changé les règles des élections maintes fois tout en changeant la remise du pouvoir à des autorités civiles à quelques reprises. Il ne faut pas oublier que depuis 1952, l'Égypte est « gouverné » par les militaires et qu'aujourd'hui la pression populaire n'est plus répressible. Ils doivent maintenant répondre de leurs décisions et actions. La population les presse continuellement pour qu'ils quittent le pouvoir et retournent aux casernes. C'est sous la gouverne du CSFA que le pays franchit tranquillement les étapes vers le transfert des pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires à des autorités civiles élues par le peuple. D'ailleurs, l'Assemblée qui devait débiter de siéger à partir de mars 2012 l'a plutôt fait vers la fin janvier 2012. Le CSFA ne pouvant résister à la pression populaire. De plus, compte tenu de ces mêmes pressions, le CSFA a décidé d'avoir des élections présidentielles qui mettraient en selle le nouveau président pour au plus tard le 30 juin 2012 au lieu du début 2013.

Beaucoup d'observateurs s'entendent pour dire qu'aucun parti ou président élu ne pourra gouverner sans le support des militaires⁴⁸. Il est tout aussi important de

⁴⁷ Ashraf Khalil. « The Second Republic of Tahrir », extrait de *Arab Uprising : Election Season*, Project on Middle East Political Science, 28 novembre 2011.

⁴⁸ <http://www.independent.co.uk/news/world/africa/the-vast-and-complex-military-machine-will-decide-its-nations-quos-future-2212491.html?origin=internalSearch>, consulté le 1^{er} septembre 2011.

mentionner que les militaires ne pourront délaissé l'aspect religieux pour continuer de gouverner jusqu'en juin 2012 ainsi qu'obtenir des concessions dans la future arène politique. D'ailleurs les 60 dernières années ont permis aux militaires de s'ancrer profondément dans l'économie égyptienne et ils sont extrêmement frileux lorsqu'il leur est demandé de divulguer leur budget ainsi que leurs actifs⁴⁹. C'est une des raisons pourquoi le CSFA essaie d'obtenir un droit de veto sur tout changement effectué au système politique égyptien⁵⁰. De plus, ceci a constitué une monnaie d'échange dans le changement des dates transitoires du pouvoir et aussi de pouvoir instituer, en gardant un droit de regard, un Supra Conseil de 100 personnes spécifiquement choisies par eux pour réécrire la constitution. Jusqu'à ce jour, « [...] SCAF proved to be an erratic body in both word and deed.⁵¹ »

LE MOUVEMENT LAÏC/SÉCULIER

Malgré leur existence approchant parfois plus de 92 ans, tel le parti Wafd, les partis libéraux et socialistes n'ont pas le même niveau de préparation politique que leurs opposants islamistes. Il semble aussi y avoir une autre raison qui fait en sorte qu'ils ne percent pas auprès de l'électorat. « Wafd has been around forever, and it has no support

⁴⁹ Leila Hilal et Khaled Elgindy. « Egypt needs a new road map, not just elections », dans *Arab Uprising : Election Season*, Project on Middle East Political Science, 28 novembre 2011

⁵⁰ Joshua Stacher. « Blame the SCAF for Egypt's problems », dans *Arab Uprising : Election Season*, Project on Middle East Political Science, 28 novembre 2011

⁵¹ Ahmed Hashim. « The Egyptian Military, Part Two: From Mubarak Onward », *Middle East Policy*, Vol 18, No 4 (Winter 2011), p. 117

because it doesn't know how to speak to people.⁵²» Les libéraux disent qu'il ne doit pas seulement y avoir l'option islamiste ou dictatoriale pour les égyptiens⁵³. Pour ce faire, ils emploient les mêmes tactiques de clientélisme que les Frères musulmans ou les Salafistes.

« After business mogul al-Sayyid al-Badawi took over the liberal Wafd party in May, part of his efforts to revive it revolved around a personally funded charity to provide medical services and community-development projects in the name of the Wafd.⁵⁴ »

Étant dispersé dans les différents groupes présents aux élections, les partis libéraux et socialistes ont quand même obtenu près de 25% des sièges à l'Assemblée. Neuf pourcents des votes allant au parti Wafd, neuf pourcents au bloc égyptien bien que formé de trois partis distincts, cinq pourcents à des membres de l'ancien parti au pouvoir et deux pourcents à l'Alliance de la Révolution Continue⁵⁵.

Malgré tout, ce résultat peut sembler décevant pour une société qui traverse une période de changement politique extrême et dont les manifestants utilisaient les médias sociaux pour synchroniser leurs efforts. Lors de l'été 2011, ces groupes demandaient de repousser les dates des élections pour pouvoir mieux organiser leur campagne. Cette demande a été plus ou moins bien reçue par la population. « This is believed to favor

⁵² Evan Hill. « Do Egypt's liberals stand a chance? », dans *Arab Uprising : Election Season*, Project on Middle East Political Science, 28 novembre 2011

⁵³ Aryn Baker et Abigail Hauslohner/Kafr Shibin. « What's So Scary About Egypt's Islamists? », *Time*, 29 novembre 2010

⁵⁴ Ibid

⁵⁵ <http://www.thedailynewsegypt.com/egypt-elections-2011/islamists-see-more-parliamentary-gains-after-party-list-results-dp1.html>, consulté le 23 janvier 2012

former NDP members, many of whom had built strong clientelistic networks.⁵⁶ » Ce n'est que quelques jours avant la remise officielle des listes de partis en octobre 2011 que tous les acteurs libéraux et socialistes se sont assis ensemble. Suite aux négociations, six districts n'avaient aucun représentant de ces partis sur les listes électorales, éliminant du même coup la chance d'élire plus de député. « North Giza, a district that includes parts of Cairo, with at least 2 million people of voting age and 10 representatives to parliament, had neither a Free Egyptian nor a Social Democrats list.⁵⁷ » C'est peut-être pourquoi les groupes islamistes ont obtenus de si bons résultats aux élections. Les gens ayant peur de revenir au régime auquel ils venaient d'indiquer la sortie. Étrange situation lorsque l'on sait que les groupes libéraux et socialistes ne représentaient pas l'ancien régime. « In time of difficulty, people find a safe haven in religion.⁵⁸ » Donc l'inquiétude et même la déception est palpable dans le camp des laïcs. Ils sont inquiets, même déçus de la tournure des événements. « The SCAF is toadying up to middle-aged Muslim Brothers and Salafists, the generals chatting to the pseudo-Islamists while the young, the liberal, poor and wealthy who brought down Hosni Mubarak are being ignored.⁵⁹ » Peut-être que les élections présidentielles en mai 2012 leur offriront un peu de réjouissance bien que pour le moment, les Frères musulmans semblent tenir un discours d'inclusion.

⁵⁶ <http://carnegieendowment.org/2011/11/03/egypt-s-democracy-between-military-islamists-and-illiberal-democrats/6m0w#>

⁵⁷ Evan Hill. « Do Egypt's liberals stand a chance? », dans Arab Uprising : Election Season, Project on Middle East Political Science, 28 novembre 2011.

⁵⁸ Ibid

⁵⁹ <http://www.independent.co.uk/opinion/commentators/fisk/in-tahrir-square-the-anger-is-growing-again-where-is-the-revolution-the-crowds-fought-for-2312125.html>, consulté le 1^{er} septembre 2011

En résumé, les trois groupes d'acteurs politiques comportent des divergences évidentes et profondes dans leur manière de gérer l'état. Bien que les militaires disent qu'ils ne veulent pas du pouvoir, ils gardent un œil attentif sur leurs intérêts et sont prêts à intervenir à tout moment au nom de l'unité nationale. De leur côté, les islamistes propagent et accentuent l'adhésion aux principes de l'Islam tout en se concentrant sur les solutions aux problèmes quotidiens des égyptiens. De plus et cela plus particulièrement chez les Frères musulmans, ils moussent l'identité nationale et tempèrent les réclamations de la population, ce qui aide le CSFA et l'armée dans la gestion du pays. Par contre, leurs idéaux sont de plus en plus en conflit avec les militaires et même la population se rend compte que les islamistes pourraient vouloir l'instauration d'une théocratie. Finalement les libéraux et les socialistes n'arrivent pas à synchroniser leurs efforts, à s'entendre sur des principes communs et pour certains partis, à se dissocier de l'ancien régime⁶⁰.

Une chose est certaine, c'est que le clientélisme est exercé par tous les groupes politiques en Égypte et qu'il apporte des résultats concrets aux organisations qui le pratiquent. Comme quoi cette façon de faire peut être considérée comme un mode de vie et qu'il est plausible que ce clientélisme ait un impact sur les relations civilo-militaires alors que l'Assemblée et le CSFA puissent s'affronter philosophiquement dans leur vision de la gestion de l'État. Au premier anniversaire de la révolution, l'écart entre les

60

<http://www.aljazeera.com/indepth/spotlight/egypt/2011/11/2011111510295463645.html>, consulté le 24 janvier 2012

trois groupes politiques présentés est extrêmement visible comme l'indique cette citation prise dans un journal national:

« Liberals and Islamists gathered on different sides of Tahrir in a reflection of the deep political divides that emerged in the year since the downfall of Mubarak. Liberal and secular groups marched into the square calling for continued "revolution" against the ruling generals who took power after Mubarak's ouster. Members of the Muslim Brotherhood and other Islamists, in contrast, pressed a message that the revolution had succeeded, the time for protests is over and now Egyptians needed to rally behind the new parliament that they dominate⁶¹. »

⁶¹ <http://www.thedailynewsegypt.com/egypt/marches-flood-into-tahrir-square-chanting-down-with-military-rule.html>, consulté le 25 janvier 2012

CHAPITRE 2

LE MODÈLE THÉORIQUE

Au cours de l'histoire récente, beaucoup de pays ont changé de régime politique suite à des coups d'État provenant des forces armées ou de groupes armés instaurant ainsi des dictatures, des tyrannies et dans certains cas plus « civilisés », des états communistes ou socialistes tel Cuba, la Chine et le Vietnam. Nombreux sont les pays qui ont soit été gouvernés par des militaires ou soit gouvernés à l'instant même par des militaires. Malgré tout certains d'entre eux ont effectué des transitions de régime, d'autoritaire à démocratique, en douceur en suivant des principes généraux inclusifs. Il ne fait aucun doute que le changement de régime politique en Égypte peut s'appuyer sur ces principes au cours des prochaines années mais chaque groupe politique mentionné dans le premier chapitre devra y participer, d'où l'aspect inclusif de ces principes. Ce chapitre expliquera le modèle développé par l'ancien ministre de la défense espagnole entre 1982 et 1991, Narcis Serra, qui a réussi à inclure tous les autres modèles développés jusqu'à maintenant tels ceux de Samuel Huntington et de Alfred Stepan. Une transition politique d'un régime autoritaire à un régime démocratiquement élu, tel la situation en Égypte, peut être envisagée plus adéquatement avec le modèle de Serra.

De tous les changements de régime autoritaire à démocratique, « the military usually negociates an orderly transition to a greater extent than the other two

authoritarian systems mentionned »⁶². Ceci étant dit, cette tendance semble se confirmer dans l'état actuel des choses en Égypte. Le CSFA, bien qu'ayant fixé de longs échéanciers, avaient établi des dates et des conditions dès la fin février 2011 pour que la transition du régime politique s'effectue en douceur. Ce plan n'a pas complètement satisfait la population qui a continué de manifester son mécontentement pour finalement obtenir un resserrement des échéanciers.

LES CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES

Cette insatisfaction de la population touche deux considérations essentielles à l'évolution des relations civilo-militaires dans une société en mouvement vers la démocratie. Tout d'abord, les réformes militaires ne doivent pas se faire en isolation par rapport au processus de transition ou de réformes démocratiques dans lesquelles elles sont incluses⁶³. Le problème présent en Égypte n'est pas seulement attribuable aux forces armées mais au fonctionnement de l'État en général. Une des preuves de cette inertie du gouvernement provient de l'élection récente des partis politiques islamistes qui militaient en faveur de l'amélioration des conditions de vie quotidiennes des égyptiens. Ceci ne touche pas et ne critiquent pas directement les militaires, malgré les fautes de gouvernance commises dans la dernière année. Par contre, la population s'attend à ce que les militaires retournent dans leurs casernes et supportent le changement démocratique qui aura sans doute une saveur islamiste. Cette saveur islamiste n'est pas pour autant acceptée par toute la population. Donc ceci touche la deuxième considération

⁶² Narcis Serra. *The Military Transition : Democratic Reform of the Armed Forces* (Madrid: Cambridge University Press, 2010), p. 39

⁶³ Ibid, p. 40

c'est-à-dire que le processus de transition ne doit pas seulement s'effectuer au niveau des instances politiques et militaires mais qu'elle doit aussi prendre compte des aspirations de la population. Les élections ont indirectement permis de donner un mandat clair et fort aux élus, peu importe leurs croyances politiques, de transformer la façon de gouverner et les militaires doivent comprendre le message malgré les appuis qu'ils semblent avoir chez les partis islamistes comme énoncé dans le premier chapitre. « The military must see that politicians are united in their wish to achieve the aims of democratic transition and military reform.⁶⁴ » En ce moment, que ce soit chez les islamistes ou les laïcs, tous exigent que la direction du pays revienne à l'Assemblée élue et ce, même si les Frères musulmans « protègent » les militaires. Le fait que les islamistes contrôlent près de 75% de l'Assemblée établie une majorité nette qui permet d'avoir un poids important et donc, une légitimité importante sur les réformes proposées. De plus, les bonnes relations professionnelles ou du moins la confiance professionnelle qui semblent exister entre le CSFA et les Frères musulmans pourront aider à ce que les militaires acceptent ces mêmes réformes. « It is evident that as the military perceive the legitimacy of the newly formed institutions, they become more ready to accept the change that democracy implies in their own relations with government and civil society [...].⁶⁵ » Par contre, cette bonne entente mutuelle entre ces deux joueurs importants de la scène politique égyptienne peut réserver certaines surprises. Les militaires étant tellement enracinés dans l'économie et la société égyptienne, ils pourraient demander d'importantes concessions constitutionnelles aux élus afin d'accepter les réformes ou les projets politiques en développement.

⁶⁴ Ibid, p. 41

⁶⁵ Ibid, p.42

« Powerful military establishments may attempt to expand their influence into the post-transition period through, for example, trying to ensure irreversible constitutional change (as was the case in Turkey post-1983), assuming key positions in the new government, or working to preserve the future autonomy of their own personnel and finances.⁶⁶ »

D'ailleurs un associé sénior de l'Institut Carnegie au Moyen-Orient, Yezid Sayigh, a indiqué lors d'une conférence de presse le 18 janvier 2012 qu'il était confiant de voir les militaires rendre le pouvoir aux élus et que la question n'était pas de savoir s'ils céderont le pouvoir mais bien sous quelles conditions ils le céderaient⁶⁷. Les demandes à-demi voilées contiennent des éléments économiques et politiques. Par contre, les contestations de la première semaine de février 2012 et plus particulièrement celle du 11 février, demandant fermement que le CSFA quitte le pouvoir dans les plus brefs délais, pourraient changer la donne. Un professeur reconnu, Omar Ashour, croit que les demandes suivantes sont en jeu :

« Ideally, they would like to combine the Algerian army's current power and the Turkish army's legitimacy. This implies a parliament with limited powers, a weak presidency subordinate to the army, and constitutional prerogatives that legitimate the army's intervention in politics.

The minimum that they insist on is reflected in statements by Generals al-Mulla, Mamdouh Shahim, Ismail Etman, and others. That would mean a veto in high politics, independence for the army's budget and vast economic empire, legal immunity from prosecution on charges stemming from corruption or repression, and constitutional prerogatives to guarantee these arrangements.⁶⁸»

Donc des demandes qui rendraient toutes formes de théocratie extrêmement difficile à imposer. Finalement, il y a une troisième considération à prendre en compte. Lorsque

⁶⁶ Karabekir Akkoyunlu, *Military Reform and Democratisation : Turkish and Indonesian Experiences at the Turn of the Millenium* (Oxon: Routledge, 2007), p. 19

⁶⁷ <http://carnegie-mec.org/events/?fa=3516#>, consulté le 30 janvier 2012

⁶⁸ <http://globalpublicsquare.blogs.cnn.com/2012/01/30/what-do-egypts-generals-want/>, consulté 1 février 2012

les militaires sont délogés du pouvoir, ils s'accrochent fermement à leurs acquis et proclament un plus haut niveau d'autonomie que les autres départements gouvernementaux. Par autonomie on entend que les militaires prennent des décisions en parallèle au gouvernement élu minant ainsi le processus de transition. Le problème est que ces acquis ainsi que leur niveau d'autonomie devraient être décidé par le pouvoir politique et non par eux⁶⁹.

NIVEAU D'INTERVENTION ET AUTONOMIE MILITAIRE

Le modèle de Serra consiste en trois axes distincts qui eux-mêmes se divisent en différentes catégories. Le premier axe analysé sera celui du niveau d'intervention et d'autonomie. (Voir figure 1, p. 35) Sur cet axe se trouvent sept étapes⁷⁰ bien définies qui s'échelonnent entre le contrôle total du pouvoir politique par les militaires et le contrôle démocratique civil complet sur les forces armées. Il n'est pas nécessaire qu'une transition politique touche chacune de ces étapes mais elles demeurent bien définies pour éviter toute confusion.

La première étape, dite du contrôle total du pouvoir politique par les militaires, est simple à définir. Le président ou le chef d'état est un militaire, la majorité des postes politiques sont occupés par des militaires et les services de sécurité internes sont contrôlés par des militaires. L'Égypte sous Mubarak ainsi que la Corée du Nord cadrent bien dans cette définition bien que les dirigeants se soient « libérés » de leur grade.

⁶⁹ Narcis Serra, *The Military Transition : Democratic Reform of the Armed Forces* (Madrid: Cambridge University Press, 2010), p. 43

⁷⁰ Ibid, p. 44-45

La deuxième étape décrit les militaires comme les gardiens de l'unité nationale. Ils se considèrent au-dessus de toutes les règles politiques et encore moins un outil de l'administration en place. Ils maintiennent une menace constante d'agir lorsqu'ils le jugent nécessaire au lieu d'être utilisés comme un outil du gouvernement. Malgré l'aspect théocratique de l'appareil politique en Iran ainsi que son mysticisme entourant qui dirige réellement le pays, les Gardiens de la Révolution peuvent cadrer dans cette étape.

L'étape trois décrit des militaires qui contraignent l'établissement des politiques gouvernementales. Ils veulent à ce moment garder un pouvoir d'intervention direct dans la gestion et la direction de l'État tout en gardant leur autonomie complète comme entité distincte. Si elles sont acceptées, les demandes du CSFA amèneraient probablement l'Égypte à cette étape.

En quatrième étape, les militaires se regroupent et défendent chèrement leur organisation ainsi que leur autonomie opérationnelle. Cette situation survient lorsque les militaires ont perdu ou sont sur le point de perdre leur capacité d'intervenir dans les politiques de l'État. Ils réagissent à toutes formes d'interventionnisme du gouvernement dans leurs affaires internes telles la gestion des forces armées, les fonctions techniques, la discipline, etc... La situation politique en Colombie en ce moment est classée dans cette catégorie.

L'acceptation partielle du pouvoir civil suprême constitue l'étape cinq. Durant cette étape, bien que les militaires n'agissent pas contre les lois définissant le pouvoir civil comme tel, ils désobéissent à certains ordres du gouvernement et prennent des

initiatives contraires aux directives émises ou souhaitées par le gouvernement. Cette étape pourrait certainement prévaloir en Égypte si l'armée retourne dans ses casernes au début de la transition des pouvoirs, surtout avec la pression faite par la population. Par contre et il en sera discuté plus tard, un avancement important sur cet axe devrait constituer un avancement sur l'autre axe horizontal, celui du professionnalisme.

L'avant-dernière étape est dépeinte comme étant la rétention du contrôle idéologique par les militaires c'est-à-dire que l'organisation et les opérations militaires sont sous la férule politique. À ce moment, les militaires constituent toujours une entité politique, un département, à part entière dans le gouvernement et gèrent les valeurs, l'éthique professionnelle, l'entraînement, le recrutement, etc... Ils ont simplement très peu de pouvoirs politiques et ne peuvent décider où ils vont sans l'autorisation du pouvoir central.

Finalement la dernière étape voit les forces armées sous le contrôle total de la démocratie avec le pouvoir exécutif du gouvernement qui définit les politiques. C'est un ministre du gouvernement qui mène leur implémentation, qui exerce son contrôle et son leadership sur les forces armées. Ce ministre dissocié des militaires et ayant à sa charge à travers son ministère de l'utilisation et le fonctionnement des forces armées améliore inévitablement le niveau de contrôle civil. La législature du pays quant à elle surveille le pouvoir exécutif ainsi que les instances supérieures militaires dans l'exécution de leur fonction pour se conformer à la constitution. Finalement, le système judiciaire militaire est intégré à celui de la société civile, c'est-à-dire que les militaires, malgré leurs propres lois, sont subordonnés aux lois de la société. Ceci étant dit, cette dernière étape ne constitue pas une fin en soi face aux conflits civilo-militaires. Les militaires continueront

toujours d'essayer d'influencer le ministre et *de facto*, le gouvernement, pour essayer d'influer les décisions en leur faveur.

Bien qu'à chaque étape un exemple précis était souvent attiré, ils n'existent pas de ligne de démarcation claire et précise qui les distingue l'une de l'autre complètement. Certaines situations dans certains pays peuvent toucher différentes étapes à la fois malgré que le niveau d'autonomie politique des forces armées est certainement distinct entre les étapes inférieures et celles supérieures. « Nor can one assert that once progress has begun, sooner or later the final level will be reached or that progress from one level to another guarantees the passage to the next.⁷¹ » Alors les relations civilo-militaires sont en constante tension à divers degré.

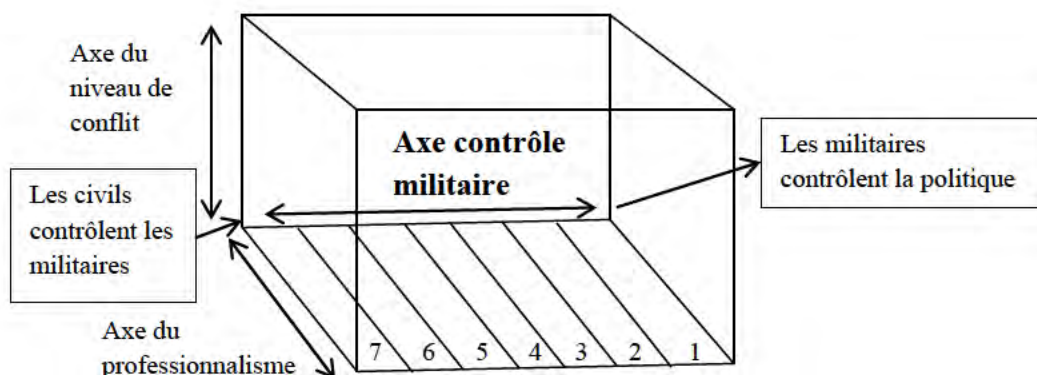


Figure 1⁷²

⁷¹ Ibid, p. 46

⁷² Ibid, p. 62

OPPOSITION DES MILITAIRES FACE AU RÉGIME ÉLU

Le deuxième axe étudié a été raffiné par Serra et est pris du travail d'Alfred Stepan et Leandro Wolfson publié en Argentine en 1988⁷³ probablement suite à l'étude du régime militaire qui a gouverné le pays entre 1955 et 1973 ainsi qu'entre 1976 et 1983⁷⁴. Donc Serra a regroupé les deux dimensions dont Stepan et Wolfson avaient établies c'est-à-dire les prérogatives (autonomie) militaires comme institution ainsi que le niveau d'opposition militaire. L'axe combinant ces deux dimensions est nommé par Serra l'axe des conflits entre les militaires et le régime civil élu. (Voir figure 2, p. 38) Les prérogatives militaires, au nombre de 11, sont donc intégrées à l'opposition militaire qui lui provient de trois sources distinctes étant 1- une relation mature de la loyauté institutionnelle; 2- le respect des lois du pays; et 3- la subordination aux autorités élues⁷⁵.

Le tableau décrivant les 11 prérogatives militaires dans l'article de Stepan et de Wolfson est très complet et pour chacune des prérogatives, il peut y avoir un niveau d'affirmation (bas, modéré ou élevé) associé. Aucune définition n'est associée à chaque prérogative car elles sont toutes faciles à discerner et bien décrites selon leur niveau d'affirmation⁷⁶. Les voici donc : 1- la constitution, qui peut sanctionner un rôle

⁷³ Alfred Stepan et Leandro Wolfson. « Las prerrogativas de los militares en los nuevos regimenes democráticos », *Desarrollo Económico*, Vol. 27, No. 108 (Jan. - Mar., 1988) :p. 480-481.

⁷⁴ <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/pays/ARG/fr.html>, consulté le 9 février 2012.

⁷⁵ Narcis Serra, *The Military Transition : Democratic Reform of the Armed Forces* (Madrid: Cambridge University Press, 2010), p. 49

⁷⁶ Alfred Stepan et Leandro Wolfson. « Las prerrogativas de los militares en los nuevos regimenes democráticos », *Desarrollo Económico*, Vol. 27, No. 108 (Jan. - Mar., 1988) : p. 480-481.

indépendant aux militaires dans le système politique; 2- la relation des militaires avec le chef du pouvoir exécutif; 3- la coordination du secteur de la défense auprès du pouvoir exécutif; 4- la présence des militaire dans le cabinet; 5- le rôle de la législature; 6- l'occupation de poste sénior dans le secteur de la défense au sein des services publiques; 7- le rôle des militaires dans les services de renseignements; 8- leurs relations avec les forces policières; 9- le système de promotion militaire; 10- le rôle des militaires dans les entreprises d'état; 11- le rôle des militaires dans le système de justice⁷⁷. Dépendamment de leur niveau d'affirmation jumelé aux trois sources d'opposition militaire, la transition politique peut être ébranlée particulièrement lorsque le pouvoir politique décide d'écrire une nouvelle constitution ou entreprend des mesures importantes qui sépareront les forces de l'ordre et les forces armées⁷⁸. Pourtant ces actions sont des jalons nécessaires à franchir dans le long terme pour diminuer les confrontations entre le gouvernement élu et les militaires.

Jusqu'à maintenant pour cet axe, la plupart des éléments apportés se concentrent sur des facteurs extérieurs qui peuvent amener certains questionnements. Comment arriver à ce que les militaires acceptent le pouvoir civil complet? Il s'agit là d'un ingrédient nécessaire sur lequel Serra s'est penché. La réponse qu'il a trouvée se trouve dans les études de Samuel Huntington. Afin de changer la mentalité des militaires de vouloir contrôler les rennes de l'état, il doit y avoir un changement de culture organisationnelle. Selon Huntington, ce changement s'effectue au moyen de la

⁷⁷ Narcis Serra, *The Military Transition : Democratic Reform of the Armed Forces* (Madrid: Cambridge University Press, 2010), p. 48

⁷⁸ Ibid, p. 50-51

professionnalisation du corps militaires, spécialement du corps des officiers. D'ailleurs, n'est-il pas vrai de dire que tous les coups d'état militaires ont été menés par des officiers?

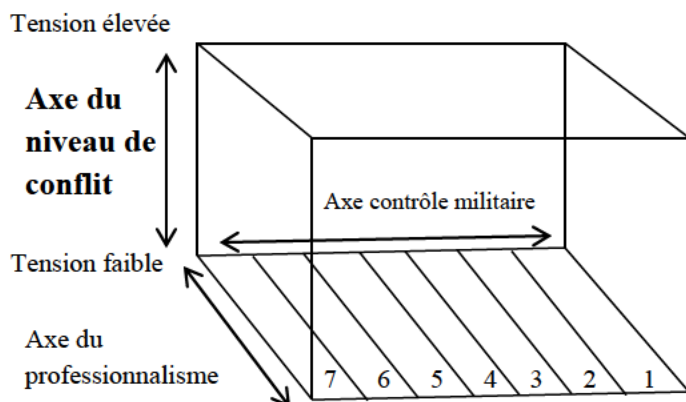


Figure 2⁷⁹

LE PROFESSIONNALISME MILITAIRE

Alors le troisième axe étudié, qui complète le modèle de Serra, sera celui du professionnalisme (voir Figure 3, p. 42). Huntington décrit le professionnalisme comme étant « The distinguish characteristics of a profession as a special type of vocation are its expertise, responsibility and corporateness.⁸⁰ » Il indique aussi que les militaires, principalement le corps des officiers, forment donc un corps professionnel spécialisé qui se compare aux autres corps professionnels de la société qui demandent un haut degré d'apprentissage et d'expérience. Cet apprentissage ne peut se faire en un court laps de temps surtout lorsque la tâche principale des officiers militaires est de gérer la violence.

⁷⁹ Ibid, p. 64

⁸⁰ Samuel P. Huntington, *The Soldier and the State : The Theory and Politics of Civil-Military Relations*, New York: Vintage Books, 1957, p. 8

« Before the management of violence became the extremely complex task that it is in modern civilization, it was possible for someone without specialized training to practice officership. Now, however, only the person who completely devotes his working hours to this task can hope to develop a reasonable level of professional competence.⁸¹ »

Serra n'adhère pas complètement au raisonnement d'Huntington disant que l'approche de celui-ci favorise un enclavement des militaires qui subséquemment par l'acquisition d'un haut degré de compétences, se sentiront en position de force pour imposer leur idéologie aux politiciens, menaçant ainsi la démocratie. Pourtant, Huntington fait bien la distinction et avertit consciemment que cette approche est à rejeter.

« Politics deals with the goal of state policy. Competences in this field consist in having a broad awareness of the elements and interests entering into a decision and in possessing the legitimate authority to make such a decision. Politics is beyond the scope of military competence, and the participation of military officers in politics undermines their professionalism, curtailing their professional competence, dividing the profession against itself, and substituting extraneous values for professional values. The military officer must remain neutral politically. [...] The area of military science is subordinate to, and yet independent of, the area of politics.⁸² »

D'autres spécialistes de renom des relations civilo-militaires tels Morris Janowitz et Amos Perlmutter diffèrent un peu d'Huntington en disant que les militaires sont influencés par la société d'où ils proviennent et que *de facto*, ils ne peuvent pas être « incorruptibles ». Leur éducation professionnelle jumelée à leur immersion dans la société peut les amener, entre autres, à intégrer des éléments de gestion dans leur travail de tous les jours, ce qui est normal et jusqu'à un certain point bénéfique.

⁸¹ Ibid, p. 13

⁸² Ibid, p. 71

Ceci étant dit, tous ces éléments peuvent être catégorisés dans deux modèles selon Charles C. Moksos. Il s'agit de voir les forces armées soient comme une institution ou soit comme une occupation⁸³. La première trouve sa légitimité principalement dans ses valeurs tels le devoir envers la patrie et l'honneur. C'est pourquoi ses membres acceptent une rémunération moindre face à leurs équivalents dans le secteur privé en échange de certains bénéfices sociaux. La seconde trouve sa légitimité dans sa concordance avec le secteur privé où la rémunération est équivalente ou du moins basée sur les mêmes principes. Les employés pourraient même souscrire à un syndicat et pouvoir ainsi améliorer leurs conditions de travail. Moksos croit que les forces armées essaient d'éviter les conséquences du modèle occupationnel tout en restant dans le modèle institutionnel. Pourtant la société évolue et il serait normal de constater que les forces armées se dirigent vers le modèle occupationnel, suivant ainsi cette évolution. C'est pourquoi Serra catégorise les propos d'Huntington comme étant institutionnels alors que ceux de Janowitz seraient occupationnels. Cette différenciation explique pourquoi Serra n'adhère pas à la théorie d'Huntington, même celle corrigée en 1977⁸⁴, si une transition en douceur de régime vers la démocratie veut se produire.

« The process of integrating the armies into a democratic regime implies that they are incorporated into the democratic administration of the state as an intrinsic part of it. That process is practically impossible if the military feel they belong to an institution that is not integrated, but rather dialogues and negotiates with the administration of the new state. Consequently, the advance from

⁸³ Narcis Serra, *The Military Transition : Democratic Reform of the Armed Forces* (Madrid: Cambridge University Press, 2010), p. 56-58

⁸⁴ Andrew J. Goodpaster, et Samuel P. Huntington, *Civil-Military Relations*, Washington D.C.: American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1977, p.27

institutional to more occupational positions is a vital factor in every process of democratic reform of the military.⁸⁵ »

Enfin, Moksos a raffiné le travail de Janowitz en établissant trois périodes distinctes dans le temps entre 1900 et 2010 au regard des forces armées des États-Unis. Ces trois périodes sont évaluées par les mêmes variables et les différences sont étonnantes. C'est sur ces constatations que le modèle d'Huntington, affirmant qu'un accroissement du professionnalisme des militaires augmente le contrôle des politiciens élus, est rejeté. « In one of the most penetrating studies of civilian-military relations in Latin America, J. Samuel Fitch made it clear that it is an illusion to hope that professionalism will lead an apolitical military to civil control.⁸⁶ »

En considérant ces derniers éléments et en les intégrant à l'axe du professionnalisme, il est logique d'avancer que lors d'une transition de régime politique, les forces armées doivent passer d'une institution (extrémité éloignée de l'axe) à une occupation ou encore mieux, à une transformation de la profession (extrémité rapprochée de l'axe). « A successful process of democratic reform thus implies simultaneous progress on the two horizontal axes, reducing to a minimum the level of conflict produced by previous transformation.⁸⁷ »

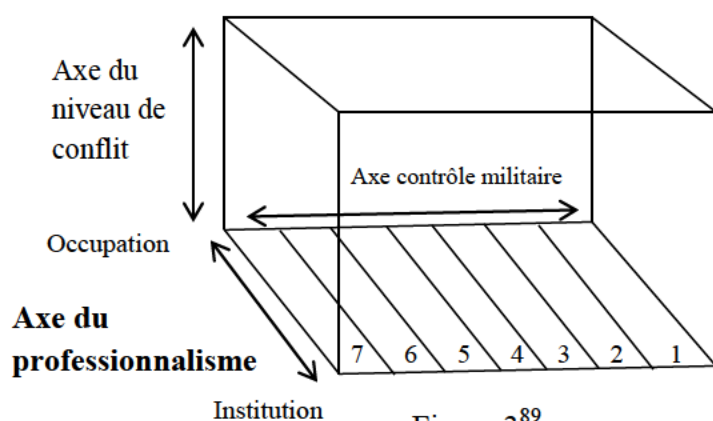
Par contre, il est essentiel de mesurer et de juger le plus précisément possible les conflits qu'apportent les transformations sur les deux autres axes. Serra propose donc

⁸⁵ Narcis Serra, *The Military Transition : Democratic Reform of the Armed Forces* (Madrid: Cambridge University Press, 2010), p. 59

⁸⁶ Ibid, p. 61

⁸⁷ Ibid, p. 62

quatre normes⁸⁸ qui guideraient une transition politique basée sur les relations civilo-militaires. La première est qu'il est impossible de faire des progrès si tous les efforts sont concentrés sur un seul axe. La deuxième indique que le potentiel de conflit doit être évalué avec précision tout aussi bien que le niveau de support de chaque réforme imposée dans le processus général de démocratisation de l'appareil étatique doit l'être. La troisième norme touche en partie la première du fait qu'un équilibre doit être maintenu sur chaque axe. Finalement la dernière norme prévient les politiciens que malgré tous les efforts dévolus sur la modernisation de la profession militaire, il sera extrêmement difficile d'atteindre des résultats tangibles si cette modernisation n'a pas éclot ou n'est pas en évolution au niveau de la société elle-même.

Figure 3⁸⁹

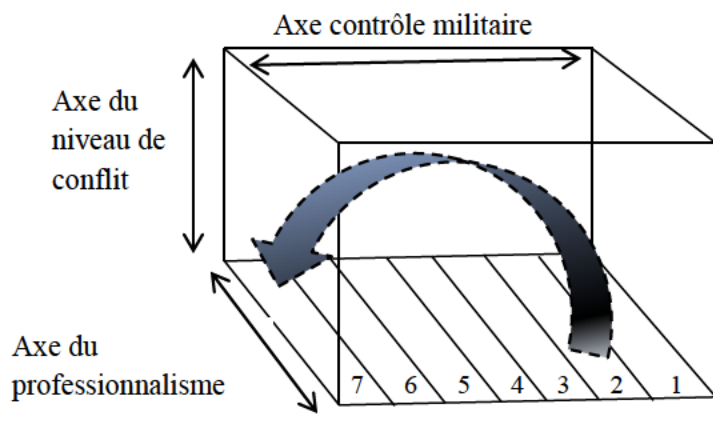
CONCLUSION

Considérant les différents axes du modèle ainsi que la situation présente actuellement en Égypte, il est possible d'affirmer que les actions du CSFA permettent de situer les militaires au niveau 2 sur l'axe du niveau d'intervention et d'autonomie. Ils se

⁸⁸ Ibid, p. 64-65

⁸⁹ Ibid, p. 64

considèrent encore comme une institution distincte, comme les autres ministères donc ils sont positionnés à l'extrémité éloignée de l'axe du professionnalisme. Finalement, sur l'axe des conflits, leurs réticences à concéder le pouvoir aux élus les positionnent dans la partie supérieure de l'axe. Il y a encore beaucoup de chemin à faire pour que la situation qui prévaut présentement termine dans la partie gauche du cube, celle où l'armée est une profession contrôlée par le pouvoir civil avec peu de frictions entre les militaires et leurs supérieurs civils (Voir figure 4, p. 43). Par contre, la société semble être déterminée à ce que l'État se modernise et ceci ne pourra qu'aider les politiciens dans l'obtention de concessions ou mieux, de coopération de la part des militaires. Tel qu'indiqué dans le chapitre 1, les islamistes avec à leur tête les Frères musulmans ont déjà une relation « adéquate » avec les militaires, bien qu'ils existent des litiges entre eux. Malgré la présence très forte de la religion catholique en Espagne, celle-ci s'est immiscée du processus de transition démocratique pour laisser la place aux politiciens. Alors les islamistes élus devront certainement laisser de côté leur quête d'une théocratie et se concentrer sur leur rôle de politiciens pour rencontrer les demandes de la population qui exige une démocratisation de l'État. C'est en partie ce dont le chapitre trois examinera pour en arriver à une intégration du modèle face à la situation en Égypte.

Figure 4⁹⁰

⁹⁰ Ibid, p. 64

CHAPITRE 3

L'INTÉGRATION DU MODÈLE

Alors ce dernier chapitre portera sur l'analyse de la dynamique politique égyptienne au moyen d'éléments clés à transformer au sein de cette société en utilisant une fois de plus l'œuvre de Serra. En modifiant ces éléments clés, il est convenable de prédire que la société égyptienne pourrait finalement sortir gagnante du soulèvement populaire entamé en janvier 2011 en assumant que celui-ci n'était pas seulement contre Mubarak mais aussi pour une démocratisation de l'État. Tout compte fait, il est important de mentionner que le rapprochement et jusqu'à un certain point, l'intégration des trois groupes décrits au chapitre 1 seront des conditions *sine qua non* à une évolution du système parlementaire égyptien.

Une société fonctionnelle est dite vivante en symbiose avec les différents groupes qui la composent. Afin d'appliquer ceci à l'Égypte, il est essentiel que les trois groupes décrits au chapitre 1 travaillent à diminuer leurs différences en faisant des compromis. Jusqu'à maintenant, aucun des groupes ne se fait confiance bien que le CSFA et les Frères musulmans semblent vouloir s'associer pour favoriser une transition en douceur tel qu'énoncé au chapitre 1. Ce manque de confiance intergroupes est aussi palpable intra-groupe. Les médias égyptiens font souvent état des différences importantes entre les Frères et les Salafistes du côté islamiste ainsi que des différences au sein des groupes laïques. De plus, les militaires ne se sont jamais fait confiance depuis qu'un des leurs est au pouvoir. « [...] the Free Officers anticipated threats to their regime

from their own institution – the army.⁹¹ » Alors la confiance devra s’installer auprès des différents groupes dans les plus brefs délais s’ils veulent que la situation change.

UNE LENTE ÉVOLUTION

Du temps de Sadat, l’État se disait moderniste et voulait démontrer sa bonne volonté en créant des *manabir* (plate-forme) qui se prétendaient être de nouveaux partis politiques dans l’opposition mais tout de même loyaux au parti de Sadat. Par contre, cette création importante en soi à l’Assemblée s’est perdue malgré son impact potentiel dans la vie politique égyptienne. « [...] the president and his allies – both military and civilian – merely ignored developments in Egypt’s legislature, the People’s Assembly⁹² ». Dans les années de Mubarak malgré les réformes entreprises, dites démocratiques, il y a eu une augmentation du contrôle de l’État dû aux réformes militaires. « [...] military reforms are often geared towards achieving greater accountability and transparency within the security sector, which in turn reflects a wider push for democracy in a society.⁹³ » C’est ce qui a vraisemblablement été un facteur important dans le soulèvement populaire de janvier 2011. Pour ajouter au problème de Mubarak à ce moment, il préparait une transition de pouvoir entre lui et son fils Gamal, peu populaire auprès des militaires causant probablement leur défection de la situation enflammée en cours. « Yet there are persistent rumors that Mubarak has sought to place

⁹¹ Ahmed Abdalla. « The Armed Forces and the Democratic Process in Egypt », *Third World Quarterly*, Vol 10, No 4 (Oct 1988), p. 1453

⁹² Steven A. Cook, *Ruling but not Governing: The Military and Political Development in Egypt, Algeria and Turkey*, The John Hopkins University Press, Baltimore, 2007, p. 18

⁹³ Karabekir Akkoyunlu. *Military Reform and Democratisation : Turkish and Indonesian Experiences at the Turn of the Millenium*, Oxon: Routledge, 2007, p. 11

his son, Gamal, in a position to succeed him. [...] For the first time in the modern era, the military establishment would be separated from the presidency.⁹⁴ » Pourtant depuis le début des années 80 selon certains observateurs, les militaires étaient complètement subordonnés à l'autorité « civile » de Mubarak et étaient perçus comme étant désintéressés de la politique⁹⁵. Au moment où le régime de Mubarak croulait sous la pression populaire, les vieux démons des militaires sont réapparus et ils ont probablement vu une opportunité de reprendre le pouvoir afin d'établir de nouvelles conditions à leur avantage.

Aujourd'hui, les partis politiques élus doivent composer avec cette réalité. Pour ce faire, ils s'appuient énormément sur le pouvoir de l'Assemblée pour donner un poids législatif et certainement un poids moral, aux divers changements qu'ils veulent imposer. Le premier en liste étant de déloger le premier ministre mis en poste par le CSFA afin que l'Assemblée puisse diriger le pays en attendant qu'un nouveau président soit démocratiquement élu à la fin mai 2012⁹⁶. Donc le mouvement d'inclusion et de réformes est lent et parsemé de hauts et de bas. Ceci étant dit, des changements structurés et apportés au bon moment sur un ou des axes particuliers énoncés au chapitre 2 peuvent amener des gains sociaux importants. Par contre et tel qu'énoncé par Theodor Winkler et cité par Karabekir Akkoyunlu :

⁹⁴ Steven A. Cook, *Ruling but not Governing: The Military and Political Development in Egypt, Algeria and Turkey*, The John Hopkins University Press, Baltimore, 2007, p. 138-139

⁹⁵ Imad Harb. « The Egyptian Military in Politics: Disengagement or Accommodation? », *Middle East Journal*, Vol 57, No 2 (Spring 2003), p. 270-271.

⁹⁶ <http://www.thedailynewsegypt.com/egypt/pa-seeks-to-withdraw-confidence-from-ganzoury-government-dp2.html>, consulté le 13 mars 2012.

« Democracy cannot develop if the population knows that the security apparatus is not under firm political and democratic control, but able to strike out independently at any given moment – be it by putting pressure on the government, by exempting its own budget, structures, procurement processes, infrastructures and personnel from democratic scrutiny, or even by toppling the government.⁹⁷ »

À l'intérieur de cette citation se retrouve de nombreux sujets litigieux présentement en Égypte qui devront être résolus pour favoriser une transition en douceur. Alors au moyen des éléments clés proposées par Serra⁹⁸, une analyse actualisée sera fait pour chaque axe décrit au chapitre 2.

L'AXE DU NIVEAU DE CONFLITS (AXE VERTICAL)

Cet axe, étant ni plus ni moins que l'axe indiquant le niveau de conflits entre les militaires et l'appareil politique civil, doit contenir des actions visant à prévenir ou même empêcher légalement l'intervention des militaires au sein de l'arène politique. Selon le professeur Saleem Qureshi, il semble que cette façon de faire soit difficile à atteindre dans les pays de religion musulmane. « [...] Muslims consider the separation of the military from the civil component of the polity as a Western concept and practice.⁹⁹ » Par contre, bien que les militaires soient près du pouvoir, des pays comme la Turquie, l'Indonésie ont réussi à scinder ces deux composantes avec succès.

Un des premiers éléments est de légitimer la démocratie par l'implantation d'institution démocratique. Pour l'Égypte, le squelette de ces institutions est présent et

⁹⁷ Karabekir Akkoyunlu. *Military Reform and Democratisation : Turkish and Indonesian Experiences at the Turn of the Millenium*, Oxon: Routledge, 2007, p. 15

⁹⁸ Narcis Serra. *The Military Transition : Democratic Reform of the Armed Forces* (Madrid: Cambridge University Press, 2010), p. 66-89

⁹⁹ Saleem Qureshi. "Military in the Polity of Islam: Religion as a basis for Civil-Military Interaction", *International Political Science Review*, Vol. 2, No 3, (1981), p. 272

l'Assemblée élue s'attarde présentement à bâtir une crédibilité à ces institutions. Par contre, la tâche est colossale. D'ailleurs l'une des raisons ayant menée aux manifestations musclées de février 2012 contre le ministère de l'intérieur est directement lié à cette solution. Encore aujourd'hui, les conditions de vie des égyptiens et le système de clientélisme en place diminuent la crédibilité du gouvernement attitré par le CSFA. Compte tenu de la baisse de popularité du CSFA suite aux erreurs domestiques commises depuis février 2011, les militaires ont perdu beaucoup de crédibilité face à la population et ils ne pourront pas s'opposer aussi fermement qu'ils l'auraient voulu aux futures réformes¹⁰⁰. C'est d'ailleurs pourquoi l'Assemblée élue demande le retrait du premier ministre appointé et a demandé ouvertement le limogeage du ministre de l'intérieur suite aux émeutes au stade de soccer à Port Saïd le 1^{er} février 2012¹⁰¹. Donc tant que l'opinion publique ne fera pas confiance au gouvernement en place, le CSFA et ses « exécutants civils », il sera difficile de légitimer les institutions démocratiques.

Malgré la difficulté d'évaluer leur portée, le rôle des influences externes peut influencer sur le niveau de conflits des relations civilo-militaires. « [...] while the international environment encourages more democracy and less military rule, the super powers are still willing to collaborate with the military or with Islamic fundamentalists [...].¹⁰² » Le récent débat houleux entre le CSFA et l'Assemblée concernant l'arrestation et ultérieurement, la libération de personnes appartenant à des organisations non-

¹⁰⁰ Karabekir Akkoyunlu. *Military Reform and Democratisation : Turkish and Indonesian Experiences at the Turn of the Millenium*, Oxon: Routledge, 2007, p. 16

¹⁰¹ <http://www.thedailynewsegypt.com/egypt/pa-committee-holds-interior-min-responsible-for-deadly-violence-calls-for-sacking-him.html>, consulté le 9 février 2012

¹⁰² Ahmed Abdalla. « The Armed Forces and the Democratic Process in Egypt », *Third World Quarterly*, Vol 10, No 4 (Oct 1988), p. 1466

gouvernementales (ONG), dont la plupart financées par les États-Unis, prouvent manifestement ce point. On attribue à ces ONGs de s'être immiscées et d'avoir essayé d'influencer à l'avantage des États-Unis et d'Israël le mouvement populaire débuté le 25 janvier 2011¹⁰³. Il y a aussi le fait que « The relationship between the United States and Egypt is critical to the military because of the largesse it receives as a result.¹⁰⁴ »

Enfin pour ceux comparant l'Égypte à la Turquie, il ne faut pas oublier que cette dernière a bénéficié de nombreux encouragements des pays occidentaux que ce soit pour son adhésion à l'Union Européenne ou son statut de membre à l'OTAN. Tel que mentionné par Stephen Cook, « Egypt has a long way to go; moreover it has received neither encouragement nor aid in the matter of security sector reform from the West.¹⁰⁵ »

Les actions cohérentes du gouvernement ainsi que le comportement des acteurs politiques clés sont aussi un élément à transformer. Il est illusoire que dans un pays comme l'Égypte, que toutes les réformes imposées doivent l'être par le ministre de la défense. Serra indique que le gouvernement en son entier doit prendre au sérieux et faire les efforts nécessaires pour coordonner les réformes à implémenter. Sinon le processus est voué à l'échec. Selon les médias égyptiens consultés à ce jour, l'Assemblée ne semble pas vouloir dévoiler toutes ses intentions tant que les élections présidentielles du 23-24 mai 2012 ne sont pas terminées. Étant composée de 75% d'islamistes, il y a fort à parier que ceci est relié à ce facteur. Les islamistes voulant probablement s'assurer de la loyauté du futur président pour instaurer des règles à saveur théocratique. Donc lorsque

¹⁰³ <http://weekly.ahram.org.eg/2012/1088/fr2.htm>, consulté le 14 mars 2012

¹⁰⁴ Ahmed Hashim. « The Egyptian Military, Part Two: From Mubarak Onward », *Middle East Policy*, Vol 18, No 4 (Winter 2011), p. 119

¹⁰⁵ Ibid, p. 121

le nouveau président sera élu, le gouvernement en son entier développera un plan pour réformer le rôle des militaires au sein de la politique égyptienne et le leadership du premier ministre sera vital pour démocratiser le système politique dans son ensemble. Finalement, l'écriture de la nouvelle constitution déterminera les actions que le gouvernement pourra prendre à l'endroit des militaires et aura donc un impact majeur sur le futur des relations civilo-militaires. C'est pourquoi le CSFA déploie beaucoup d'efforts auprès des partis politiques élus pour obtenir des concessions de cette réécriture.

« Powerful military establishments may attempt to expand their influence into the post-transition period through, for example, trying to ensure irreversible constitutional change (as was the case in Turkey post-1983), assuming key positions in the new government, or working to preserve the future autonomy of their own personnel and finances (both of which have been the case in Indonesia post-1998).¹⁰⁶ »

À vrai dire, le CSFA a mentionné que les militaires devaient se garder un principe supra-constitutionnel. « The SCAF wants its “right” to intervene formalized within the constitution.¹⁰⁷ » Alors les groupes impliqués, plus particulièrement leurs élus, devront chacun faire des compromis pour éviter une théocratie et pour éviter de continuer d'être à la merci des exigences militaires.

L'AXE DU NIVEAU DE CONTRÔLE

Il y a deux mesures majeures pour augmenter le contrôle civil envers les militaires. En premier lieu, il doit y avoir une édicition des règles à propos de la défense

¹⁰⁶ Karabekir Akkoyunlu. *Military Reform and Democratisation : Turkish and Indonesian Experiences at the Turn of the Millenium*, Oxon: Routledge, 2007, p. 19

¹⁰⁷ Ahmed Hashim. « The Egyptian Military, Part Two: From Mubarak Onward », *Middle East Policy*, Vol 18, No 4 (Winter 2011), p. 118

nationale. Simultanément, il doit aussi y avoir une diminution de la présence militaire dans les zones d'influences civiles telles la police et les agents frontaliers. Les réformes touchant la diminution des militaires dans l'administration civile ayant majoritairement eu lieu, il est adéquat d'assumer que rien ne changera les relations civilo-militaires en ce moment si de nouvelles réformes sont adoptées dans ce secteur. Pourtant il demeure que d'anciens militaires soient attirés à des positions clés de ministères. Bien que quelques militaires puissent faire le saut dans l'appareil bureaucratique de l'État, ils doivent le faire basé sur leurs compétences et non par un appointment politique. « [...] this civilianization is not seen as merely the replacement of military uniforms with civilian garb but as the appointment to state institutions of civilians from broad sectors of society.¹⁰⁸ »

Pour l'établissement de règles relatives à la défense nationale, le fondement légal doit être pris de la constitution. D'ailleurs, c'est de la présente constitution que les militaires tirent une grande partie de leurs avantages économiques car celle-ci leur permet de prendre sous leur contrôle des entreprises de l'État et donc d'en retirer des bénéfices de tout ordre¹⁰⁹. L'écriture de la nouvelle constitution en Égypte devant avoir lieu après les élections présidentielles, il pourrait quand même y avoir certaines mesures prises avant cette date. Par contre, les chances que cette situation survienne sont minces car le CSFA contrôle encore les rouages du gouvernement. Tout de même, lorsque la constitution sera écrite, la législation de la défense nationale devra pourvoir à certains

¹⁰⁸ Imad Harb. « The Egyptian Military in Politics: Disengagement or Accommodation? », *Middle East Journal*, Vol 57, No 2 (Spring 2003), p. 272-273.

¹⁰⁹ <http://www.independent.co.uk/news/world/africa/the-vast-and-complex-military-machine-will-decide-its-nations-quos-future-2212491.html?origin=internalSearch>, consulté le 1^{er} septembre 2011.

éléments clés internes. Encore une fois, les groupes politiques devront faire des compromis et garder à l'esprit la démocratisation de l'État.

Le premier élément clé interne à regarder sera de définir la nature même du type de contrôle octroyé par le pouvoir civil aux militaires et établir un chef d'état-major de la défense. Avant l'éviction de Mubarak, le rôle de ministre de la défense était rempli par le maréchal Tantawi et celui de chef d'état-major des forces armées par le Lieutenant-Général Anan¹¹⁰. Reviendront-ils à leur emploi précédent ou Tantawi pourrait-il même être nommé vice-président si la nouvelle constitution le permet? Pour l'instant, aucun signe ne met en évidence l'une ou l'autre de ces options. De plus, la popularité décroissante de Tantawi ainsi que son association à Mubarak ne lui procure aucun avantage.

L'autre élément clé porte sur le rôle du ministère de la défense, ainsi que l'importance dévolue à son ministre, qui se doit d'être formellement et légalement identifiée. Ceci évitera que les militaires aient accès directement au premier ministre et ainsi augmenter le potentiel qu'ils puissent reprendre leur autonomie.

« There can, however only be a single chain of command if the goal is civilian rule. The president of the government and the minister must have “command” of the armed forces and not simply “support” them in their functions¹¹¹ ».

¹¹⁰ <http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2011/02/201121185311711502.html>, consulté le 19 mars 2012

¹¹¹ Narcis Serra. *The Military Transition : Democratic Reform of the Armed Forces* (Madrid: Cambridge University Press, 2010), p. 81

La création d'un conseil de la défense nationale peut aussi diminuer les frictions en analysant les demandes et les besoins des militaires pour qu'ils définissent leurs sphères d'activités réelles et leurs attribuent les ressources requises. Ce conseil et le ministère devraient donc favoriser un dialogue constant entre les deux pour que les directions émises rencontrent le moins de frictions possibles départageant ainsi précisément leurs responsabilités. « [...] parliament must not only rubberstamp but also participate in drawing up basic elements of defence policy and military policy [...].¹¹²»

Finalement, les services de renseignements ou de sécurité du régime précédent doivent être non pas à la solde des militaires mais bien à celle du gouvernement. Dans les régimes autoritaires, et particulièrement celui de l'Égypte, les services de sécurité sous Omar Suleiman agissaient comme tampon entre Mubarak et les militaires, tout en amassant une multitude de renseignements domestiques en conformité avec l'état d'urgence. Compte tenu que Tantawi a mis fin à l'état d'urgence et que les services judiciaires militaires ne jugent plus de civils, ces services de sécurité doivent agir au niveau stratégique du gouvernement pour protéger celui-ci d'espionnage, de terrorisme ou toute action atteignant à la stabilité ou la souveraineté du pays comme le fait, par exemple, Scotland Yard en Grande-Bretagne.

L'AXE DU PROFESSIONALISME

« Civil control of the armed forces at this stage requires action in relation to the very idea of what constitutes the military profession, something that ceases

¹¹² Ibid, p. 82

to be defined exclusively by the military themselves and has to be adapted to the new circumstances via a policy expressly applied by government. ¹¹³»

La majorité des changements importants sur cet axe se font normalement lorsque le processus de démocratisation est en phase de consolidation. Par contre, la formation de ces changements s'effectue durant la phase de transition. Le plus significatif relève de la mise en place de règles concises séparant clairement la profession militaire de la vie politique afin d'éliminer les ingérences. Ceci implique que les missions liées à la sécurité interne doivent être de courte durée, supporté par la police et encadrés par les autorités gouvernementales appropriées et légalement supportées¹¹⁴. La situation actuelle démontre clairement que cet élément n'est pas respecté et que l'ingérence politique du CSFA dénigre les institutions ou ministères gouvernementaux. Il devra donc être abordé dès l'élection présidentielle terminée ce qui implique en une certaine mesure de jumeler transition et consolidation du processus. Il en va jusqu'à un certain point de l'enracinement positif de la démocratisation de l'État. Cette professionnalisation apportera son lot de conflits qui pourraient grandement influés sur le climat politique du pays.

Les autres changements s'adressent à des sujets plus généraux qui sont minimes dans l'état actuel des choses tels l'introduction de critères et de valeurs plus tolérantes face aux différentes religions; l'enlèvement des symboles du régime précédent; la promotion des droits de la personne surtout en regard des conscrits; et peut-être même envisager de réduire les forces armées. Dans tous les cas, « [...] it is strongly advisable

¹¹³ Ibid, p. 85

¹¹⁴ Ibid, p. 86

to avoid any ideologically motivated purge of the military; on the contrary, it is better to focus on cases of blatant corruption¹¹⁵ ». Advenant ceci, il sera d'une importance capitale de ramifier cet aspect à la création d'un conseil de la défense national indiqué dans l'analyse de l'axe des conflits. L'aspect d'une armée de conscrits amène aussi son lot de problème et devra faire partie des mêmes discussions au niveau du conseil et du ministère. « Some 40 per cent of troops are conscripts, suggesting that, despite its size, and its influence over Egyptian society, it is yet to make the transition to being a professional military force.¹¹⁶ »

Pour ajouter de la granularité aux changements énoncés ci-dessus, il est essentiel de se pencher sur des éléments précis qui auront un impact immédiat et majeur sur l'amélioration du niveau de professionnalisme. Le premier est une révision du système de promotion. Afin d'encourager les aptitudes personnelles et surtout les aptitudes professionnelles militaires, il est primordial d'abandonner le critère du temps de service où tous les officiers peuvent rester dans les forces armées aussi longtemps qu'ils le désirent¹¹⁷. Tantawi a présentement 76 ans et ses principaux généraux sont tous relativement âgés¹¹⁸. Ce changement devra se faire graduellement afin d'éviter de

¹¹⁵ Narcis Serra. *The Military Transition : Democratic Reform of the Armed Forces* (Madrid: Cambridge University Press, 2010), p. 76

¹¹⁶ <http://www.independent.co.uk/news/world/africa/the-vast-and-complex-military-machine-will-decide-its-nations-quos-future-2212491.html?origin=internalSearch>, consulté le 1^{er} septembre 2011.

¹¹⁷ Narcis Serra. *The Military Transition : Democratic Reform of the Armed Forces* (Madrid: Cambridge University Press, 2010), p. 86

¹¹⁸ <http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2011/02/201121185311711502.html>, consulté le 19 mars 2012

décapiter les hautes sphères militaires et assurer une transition efficace. Pourtant, « Many senior officers believed that the promise of a lucrative job in the future was enough incentive for officers at the bottom to persevere as dutiful servants of the system.¹¹⁹ » Malheureusement pour eux, les forces armées égyptiennes comptent tellement d'officiers que peu d'entre eux sont choyés d'obtenir un travail de ce type et cette réalité s'est traduite par des manifestations sur une base militaire aérienne en octobre 2011¹²⁰.

Les militaires doivent comprendre que leur profession et l'entraînement associé doit être en fonction de servir les intérêts de la société et non de leurs propres intérêts. En élisant un gouvernement démocratiquement, la société décide des orientations que le gouvernement doit prendre face aux militaires et ceux-ci doivent s'y conformer. Le défi est bien présent pour la société égyptienne même après toutes ces manifestations. Pour renchérir le point ci-haut et bien faire comprendre le travail à accomplir auprès de la profession militaire, des militaires en service ou retraités siègent sur des conseils d'administration de société d'état. « While this illustrates the extent of the military penetration of the civilian sector, such enterprises cannot be considered owned by the military, even if it is able to derive certain benefits from some of their activities.¹²¹ »

¹¹⁹ Ahmed Hashim. « The Egyptian Military, Part Two: From Mubarak Onward », *Middle East Policy*, Vol 18, No 4 (Winter 2011), p. 107

¹²⁰ <http://www.reuters.com/article/2012/04/12/us-egypt-army-idUSBRE8390IV20120412>, consulté le 13 avril 2012

¹²¹ <http://carnegie-mec.org/events/?fa=3516#>, consulté le 31 janvier 2012

L'intégration des femmes dans les forces armées est un autre élément à considérer mais dans un pays musulman ce sujet est problématique. Par contre, Serra amène cet élément de la situation observée en Espagne dans les années 1980, société où le catholicisme était, et est toujours profondément ancré et où le statut de la femme peut trouver des ressemblances avec les sociétés de religion musulmane. Compte tenu de la complexité de cet élément, il n'y aura aucune autre référence sur ce sujet bien que plusieurs manifestations ont été conduites par les femmes dans les derniers mois en Égypte pour démontrer leur place au sein de la société¹²².

Les bénéfices accordés aux militaires sont aussi dans la mire des ajustements nécessaires à une démocratisation de l'État. « L'armée représente d'abord l'accès à un certain nombre de facilités et de privilèges fortement appréciés en période d'*infatih* [...]»¹²³ » De ce nombre il y a l'hébergement et les subventions face aux aliments ou autres produits et services. Sans annuler toutes ses formes de bénéfices, une révision de ceux-ci doit être faite pour faciliter une intégration des militaires dans la société. Par contre, ces bénéfices assurent une certaine stabilité politique des militaires car la solde gagnée ne permet pas de vivre convenablement. Tel qu'indiqué dans le *Al-Ahram*,

« L'armée égyptienne propose un « filet de sécurité sociale » particulièrement efficace, qui ne touche pas seulement les hauts gradés mais

¹²² <http://www.thedailynewsegypt.com/people/egyptian-women-honored-for-overcoming-obstacles-barriers-dp2.html>, consulté le 19 mars 2012.

¹²³ Philippe Droz-Vincent. « Armée et pouvoir politique en Égypte : la dimension économique du pouvoir de l'armée », dans *Armée et Nation en Égypte : pouvoir civil, pouvoir militaire*, sous la direction de May Chartoum-Dubaruy, Paris : Les Notes de l'IFRI, 2001, p. 96

irrigue assez largement dans les rangs inférieurs (officiers subalternes, sous-officiers) et leurs familles.¹²⁴ »

Finalement, malgré tous les avancements dans le domaine de la professionnalisation sous le régime de Mubarak, ils n'ont pas tant influencé les relations civilo-militaires tel qu'énoncé par Imad Harb. Contrairement à celui-ci et bien qu'ayant été formulé avant 2003, ceux de Mehran Kamrava indiquent que « [...] military professionalization has not necessarily meant subordination to civilian leaders.¹²⁵ » Ces propos sont d'ailleurs corroborés dans un article du *Time World* où l'on mentionne que : « [...] professionalization is taking a backseat to maintaining the military's hold on influence in the regime.¹²⁶ »

CONCLUSION

En résumé, la situation politique égyptienne en ce moment est à la croisée des chemins. L'élection démocratique de l'Assemblée a permis de jeter des bases sur lesquelles il sera possible d'édifier une société civile répondant aux aspirations de la population. L'élection présidentielle permettra d'ajouter à ces bases en leur octroyant le pouvoir exécutif. En ce moment, tous les éléments reliés à l'axe du niveau de conflit indiquent que la société égyptienne est au niveau 1. Les élus pourront, suite à la réécriture de la constitution, donner un poids législatif et un élan moral aux institutions démocratiques en place, c'est-à-dire les ministères, et entamer des réformes qui

¹²⁴ Ibid, p. 97

¹²⁵ Mehran Kamrava. « Military Professionalization and Civil-Military Relations in the Middle East », *Political Science Quarterly*, Vol 115, No 1 (Spring 2000), p. 69

¹²⁶ <http://www.time.com/time/world/article/0,8599,2046963,00.html>, consulté le 31 août 2011.

pourraient amener le pays à l'étape 4 et avec de l'optimisme atteindre même l'étape 6 dans des délais raisonnables. Pour ce faire, le pays aura besoin d'aide et des encouragements concrets provenant des autres démocraties mondiales. De plus, la population devra élever son niveau de confiance envers ces mêmes institutions afin d'augmenter leur crédibilité. La saveur islamiste figurera sûrement dans toutes ces pistes de solution mais les islamistes se verront assurément bloquer l'accès à une théocratie.

Sur l'axe du contrôle, l'état actuel des choses démontre que le pays est aux environs du niveau 2. Les militaires, actifs et retraités, sont implantés partout dans la bureaucratie et le fait que le CSFA contrôle l'agenda politique du pays ajoute à cet aspect. Encore une fois, la nouvelle constitution aura un rôle crucial à jouer sur cet axe. L'importance octroyée par le gouvernement à la réforme du ministère de la défense, du ministère de l'intérieur ainsi que des responsabilités du chef d'état-major des forces armées détermineront le degré de succès obtenu dans l'amélioration des relations civilo-militaires. Advenant qu'un taux de succès satisfaisant soit atteint, le contrôle des militaires par les civils pourraient s'établir au niveau 5 de l'axe.

L'axe du professionnalisme est probablement l'axe où les progrès sont accessibles le plus rapidement au moyen de lois acceptées par l'Assemblée. Par contre tout changement sur les conditions de service, les promotions, tous les types de bénéfices et plus particulièrement sur le réalignement du rôle premier des forces armées au pays sont une source de conflits émotifs. Les soixante dernières années de règne militaire ne peuvent s'effacer au moyen de quelques règles et lois. Lorsqu'il y a gestion d'émotions, il peut y avoir des conflits ouverts allant même jusqu'à un renversement du gouvernement. Donc il sera très important que les trois groupes du chapitre 1

coordonnent leurs efforts et haussent leur degré de compréhension pour en arriver à une solution viable à long terme pour le peuple égyptien qui demande plus de démocratie. Le professionnalisme des militaires présentement est faible mais avec de bonnes réformes et du mentorat extérieur efficace, il pourrait grimper rapidement pour se situer au niveau 5 ou 6 sur une période d'une dizaine d'années probablement. Après tout, Nasser et El-Sadat l'ont fait entre 1967 et 1973 avec des réformes efficaces.

CONCLUSION

Tel qu'analysé au cours de cette thèse, les relations civilo-militaires en Égypte ont été dictées par les militaires depuis des dizaines d'années. L'utilisation des médias sociaux pour faire tomber le régime de Mubarak ont aussi eu pour effet de galvaniser l'opinion de la population qu'un changement devait se faire au niveau de ces mêmes relations. Moteur de ce changement, la population a, depuis les élections, remis en quelque sorte dans les mains de l'Assemblée élue ses attentes. Souvent insatisfaite, elle n'a pas hésité à revenir dans la rue pour le démontrer. Tel que mentionné par Serra, dès que la population revendique un changement dans les relations civilo-militaires, les dirigeants en place ont les coudés franches pour transformer ces relations. Les prochains jalons nécessaires pour avancer cette mutation de l'appareil politique égyptien sera l'élection présidentielle, l'écriture de la constitution et éventuellement la professionnalisation des forces armées au moyen d'un nettoyage interne.

Donc, il ne fait aucun doute que la situation politique actuelle en Égypte est effervescente et forte en rebondissements. La course à la présidence comptait 23 candidats et déjà certains individus ont été écartés de la course dont Abu Ismail, Suleiman et El-Shater. Seulement 13 pourront démarrer leur campagne le 30 avril

2012¹²⁷. Bien que le candidat menant les intentions de vote, Amr Moussa, obtiendrait 30% du vote, 42% des égyptiens voudraient un islamiste à la tête du pays¹²⁸.

Cela étant dit, tous les groupes discutés au cours de ce mémoire appuient le candidat qui les représente le plus. Lors de la création de leur partie Liberté et Justice, les Frères musulmans avaient déclaré qu'ils ne présenteraient pas de candidat à l'élection présidentielle. Plusieurs observateurs indiquent que c'était pour s'attirer une certaine sympathie domestique et aussi pour calmer les inquiétudes internationales. Ils se sont ravisés il y a quelques semaines en considérant que les autres candidats ne représentaient pas leurs idéaux et aussi parce qu'il semble y avoir un mouvement d'insatisfaction à l'intérieur même du groupe¹²⁹. Du côté des Salafistes, la cour administrative du conseil d'État a ordonné au ministère de l'intérieur de prouver la nationalité de la mère du candidat présidentiel Abu Ismail dans son jugement du 12 avril 2012¹³⁰. Certains analystes prédisaient que s'il est officiellement reconnu comme candidat présidentiel, Abu Ismail pouvait être l'homme qu'Amr Mousa devait battre aux élections. Compte tenu du nombre élevé de candidats islamistes, cette situation ne peut que diviser le vote, ce qui peut être de bons augures pour le CSFA et/ou même les anciens partisans de Mubarak.

¹²⁷ <http://english.ahram.org.eg/NewsContentP/36/40206/Presidential-elections-/BREAKING-Egypt-issues-final-list-of-approved-presi.aspx>, consulté le 26 avril 2012

¹²⁸ <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/36/0/38890/Presidential-elections-/0/Moussa-still-leads-presidential-race-at--pct,-but-.aspx>, consulté le 13 avril 2012

¹²⁹ <http://english.ahram.org.eg/NewsContent/36/0/38503/Presidential-elections-/0/Egypt-presidential-race,-before-and-after-ElShate.aspx>, consulté le 13 avril 2012

¹³⁰ <http://www.thedailynewsegypt.com/egypt/verdict-does-not-confirm-nationality-of-candidates-mother-says-official.html>, consulté le 12 avril 2012

En effet Omar Suleiman, l'ancien chef des services de sécurité, a déposé sa candidature à la toute dernière minute. Beaucoup d'observateurs s'entendent pour dire que sa candidature est directement supportée par le CSFA et les amis de l'ancien pouvoir. Les groupes islamistes sont furieux et ont appelé les égyptiens à manifester contre sa candidature tout en essayant de faire adopter une loi à l'Assemblée proscrivant tout ancien du régime à devenir président¹³¹. Le Comité Suprême des Élections Présidentielles en aura décidé autrement¹³². Malgré tout, le CSFA maintient le cap sur ses échéanciers et tient tête aux diverses revendications des islamistes à l'Assemblée. Tout indique donc que le CSFA donnera le pouvoir aux civils à la fin juin 2012 tel que prévu bien qu'il ne pourra pas délaissier totalement la politique¹³³. À vrai dire, « l'armée dispose toujours d'un capital d'influence suffisant pour déterminer en grande partie l'issue de l'après-Mubarak.¹³⁴ » Tout candidat présidentiel doit aussi garder en tête que « politics is about power and the armed forces are the prime power.¹³⁵ »

Pendant ce temps, les libéraux ont eux aussi une panoplie de candidats présidentiels qui risque encore une fois de diluer leur vote. Par contre, Amr Mousa semble rallier une

¹³¹ <http://www.thedailynewsegypt.com/egypt/islamists-rally-in-cairo-against-mubarak-old-guard.html>, consulté le 13 avril 2012

¹³² <http://english.ahram.org.eg/NewsContentP/36/40206/Presidential-elections-/BREAKING-Egypt-issues-final-list-of-approved-presi.aspx>, consulté le 26 avril 2012

¹³³ Imad Harb. « The Egyptian Military in Politics: Disengagement or Accomodation? », *Middle East Journal*, Vol 57, No 2 (Spring 2003), p. 272.

¹³⁴ May Chartoum-Dubaruy. « Avant-propos », dans *Armée et Nation en Égypte : pouvoir civil, pouvoir militaire*, sous la direction de May Chartoum-Dubaruy (Paris : Les Notes de l'IFRI, 2001), p. 19

¹³⁵ Ahmad Abdalla. « Military-Political Interactions in Egypt : An Historical Perspective », dans *Armée et Nation en Égypte : pouvoir civil, pouvoir militaire*, sous la direction de May Chartoum-Dubaruy (Paris : Les Notes de l'IFRI, 2001), p. 43

bonne partie de cet électorat et semble aussi attirer les islamistes modérés. Advenant une victoire de sa part, les libéraux pourraient gagner un peu plus de poids dans les décisions politiques et préparer leur prochaine campagne électorale dans quelques années.

Il est quand même curieux de parler du prochain président à ce stade-ci mais son rôle sera central pour le futur politique de l'Égypte. Tel que décrit, chaque groupe appuie au moins un candidat mais c'est le candidat qui trouvera de l'appui dans chaque groupe qui sortira vainqueur. C'est à lui que reviendra la tâche de considérer toutes les divergences d'opinions et de les concentrer dans une seule voie acceptable pour tous. Chaque groupe devra faire des compromis pour que le travail devant être fait sur chacun des axes du modèle de Serra envers les militaires soit efficace et durable. Certes il y aura une recrudescence des conflits entre le pouvoir civil et les militaires alors que ces derniers perdront de leurs pouvoirs et de leur autonomie. Nonobstant ces difficultés prévisibles, les politiciens auront le support inconditionnel de la population car « Egypt's people expect, and appear determined to fight for, a proper democracy.¹³⁶ »

L'écriture de la prochaine constitution s'avère être une pièce maîtresse dans l'application du modèle de Serra. Le groupe de 100 personnes supposé débiter l'écriture le plus tôt possible, regroupant une majorité d'islamistes et décrié par maints libéraux, s'est vu suspendre sa légalité par une cour de justice¹³⁷. Cette situation contre un semblant de régime autoritaire qui habituellement adopte « rule by law as opposed to rule

¹³⁶ Ahmed Hashim. « The Egyptian Military, Part Two: From Mubarak Onward », *Middle East Policy*, Vol 18, No 4 (Winter 2011), p. 117.

¹³⁷ <http://www.thedailynewsegypt.com/egypt/court-suspends-constitutional-panel.html>, consulté le 10 avril 2012

of law, which is central to democratic systems.¹³⁸ » Alors il semble y avoir un début de démocratie dans l'appareil judiciaire du gouvernement qui doit être emboîté par les pouvoirs exécutifs et législatifs.

Une autre solution notoire dans l'application du modèle de Serra repose dans la professionnalisation de l'armée. « Transforming the position of the military in the Egyptian political system implied resocializing the officer corps to be more like professional officers rather than politicians.¹³⁹ » Encore une fois il est bien important de ne pas seulement associer la professionnalisation à devenir de meilleurs militaires mais aussi de recentrer le rôle de l'armée sur ce dont elle doit faire dans une société, c'est-à-dire assurer sa défense face aux menaces externes, protéger la souveraineté du pays. L'exemple de la Turquie est peut-être à suivre dans ce cas.

« The existence of a national parliament, competitive elections, and alternating government coalitions represents an indispensable buffer between politics and the military enclave, permitting the commanders to focus their attention on matters related to military modernization and national defense.¹⁴⁰ »

¹³⁸ Steven A. Cook, *Ruling but not Governing: The Military and Political Development in Egypt, Algeria and Turkey*, The John Hopkins University Press, Baltimore, 2007, p. 133.

¹³⁹ Gamal A. Gawad Soltan. « The Military and Foreign Policy », dans *Armée et Nation en Égypte : pouvoir civil, pouvoir militaire*, sous la direction de May Chartoum-Dubaruy (Paris : Les Notes de l'IFRI, 2001), p. 108

¹⁴⁰ Steven A. Cook, *Ruling but not Governing: The Military and Political Development in Egypt, Algeria and Turkey*, The John Hopkins University Press, Baltimore, 2007, p. 105.

D'ailleurs les officiers juniors préfèrent se concentrer sur leurs tâches militaires que de veiller à la politique et aux acquis qui ne servent qu'à une poignée d'officiers généraux¹⁴¹.

Donc de multiples étapes se doivent d'être franchies avant que l'Égypte ne soit une démocratie complète. Comme indiqué, les militaires sont enclins à céder le pouvoir mais probablement à certaines conditions. Ces conditions ne sont pas totalement connus du public néanmoins on sait qu'ils tiennent à leurs avantages économiques, c'est-à-dire leur budget et leurs activités économiques dans la société égyptienne. Peut-être que les élus réussiront à obtenir des garanties d'eux en vue de l'émergence d'une démocratie¹⁴², ce qui serait un pas dans la bonne direction pour assurer une stabilité politique à court terme. Ensuite d'autres mesures calquées sur celles du modèle de Serra pourraient être prise pour faciliter une transition fluide vers une stabilité politique à long terme. Alors la démocratie pourra prospérer et contrer autant la théocratie que l'autoritarisme militaire.

Les décisions prises par les Frères musulmans telles que de demander au CSFA de limoger le présent gouvernement, de contester le processus de nomination présidentielle et finalement de nommer un candidat présidentiel apportent certaines inquiétudes¹⁴³ : Veulent-ils diviser le vote pour s'assurer qu'un modéré prenne le pouvoir et qu'ainsi l'Égypte ne devienne pas un État islamique? Ou plutôt veulent-ils

¹⁴¹ <http://www.reuters.com/article/2012/04/12/us-egypt-army-idUSBRE8390IV20120412>, consulté le 13 avril 2012

¹⁴² Steven A. Cook, *Ruling but not Governing: The Military and Political Development in Egypt, Algeria and Turkey*, The John Hopkins University Press, Baltimore, 2007, p. 141.

¹⁴³ <http://weekly.ahram.org.eg/2012/1093/op5.htm>, consulté le 13 avril 2012

s'approprier du pouvoir complet, exécutif et législatif, pour instaurer ce même type d'État? Selon Lutz Rogler,

« les Frères musulmans d'aujourd'hui ne semblent guère tentés par l'édification d'un utopique « État islamique » de quelque nature que ce soit; ils le sont beaucoup plus par un modèle de développement politique, économique et social « à référence islamique » comme en Turquie et en Malaisie.¹⁴⁴ »

S'ils recherchent en effet à atteindre un état politique comme en Turquie et en Malaisie, ils réussiront probablement à s'adjuger la faveur des militaires, ce qui est nécessaire pour espérer gouverner pour l'instant. De plus s'ils s'opposent à *al Qaeda*, qu'ils encouragent la démocratie et qu'ils s'opposent à l'expansion de l'influence iranienne¹⁴⁵, il n'y a pas de doutes qu'ils seront appuyés par les États-Unis, qui sont un dispensaire majeur pour l'armée égyptienne. Avec ou sans avantage déclaré, « super powers are still willing to collaborate with the military or with Islamic fundamentalists rather than accepting the loss of their satellites or partners.¹⁴⁶ » Cette fois-ci contrairement aux erreurs du passé, les islamistes et les militaires doivent écouter le peuple égyptien et marcher main dans la main afin que l'Égypte parviennent à se démocratiser. Les conditions sont présentes pour réussir alors ils doivent saisir leur chance unique d'écrire l'histoire du pays.

¹⁴⁴ Lutz Rogler. « Les Frères musulmans, pragmatiques, ne sont pas ce que vous croyez », *Outre-Terre*, No 29 (mars 2011) : p. 362.

¹⁴⁵ Robert S. Leiken et Steven Brooke. « The Moderate Muslim Brotherhood », *Foreign Affairs*, Vol. 86, No. 2 (Mar. – Apr., 2007): p. 120.

¹⁴⁶ Ahmed Abdalla. « The Armed Forces and the Democratic Process in Egypt », *Third World Quarterly*, Vol 10, No 4 (Oct 1988), p. 1466.

BIBLIOGRAPHIE

- Aclimandos, Tewfik. « L'islam politique égyptien », *Confluences Méditerranée*, No 75 (avril 2010) : p. 167-179; www.cairn.info; Internet, consulté le 17 janvier 2012.
- Abdalla, Ahmad. « Military-Political Interactions in Egypt : An Historical Perspective », dans *Armée et Nation en Égypte : pouvoir civil, pouvoir militaire*, sous la direction de May Chartoum-Dubaruy (Paris : Les Notes de l'IFRI, 2001), p. 43-55.
- Abdalla, Ahmed. « The Armed Forces and the Democratic Process in Egypt », *Third World Quarterly*, Vol 10, No 4 (Oct 1988), p. 1452-1466, www.jstor.org; Internet, consulté le 16 novembre 2011.
- Akkoyunlu, Karabekir. *Military Reform and Democratisation : Turkish and Indonesian Experiences at the Turn of the Millenium*, Oxon: Routledge, 2007.
- Ammoun, Denise. « Égypte : Les Frères musulmans préparent leur retour », *Alternatives Internationales*, No. 52 (septembre 2011) : p. 20-22; www.cairn.info; Internet; consulté le 17 janvier 2012.
- Baker, Aryn et Hauslohner, Abigail / Shibin, Kafr. « What's So Scary About Egypt's Islamists? », *Time*, 29 novembre 2010 [revue en ligne]; accessible à <http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,2032260,00.html>, consulté le 8 décembre 2011.
- Carnegie Middle East Center, *Egypt's Military Custodianship*, <http://carnegie-mec.org/events/?fa=3516#>, consulté le 30 et 31 janvier 2012.
- Chartoum-Dubaruy, May. « Avant-propos », dans *Armée et Nation en Égypte : pouvoir civil, pouvoir militaire*, sous la direction de May Chartoum-Dubaruy (Paris : Les Notes de l'IFRI, 2001), p. 7-19.
- Cook, Steven A., *Ruling but not Governing: The Military and Political Development in Egypt, Algeria and Turkey*, Baltimore: The John Hopkins University Press, 2007.
- Droz-Vincent, Philippe. « Armée et pouvoir politique en Égypte : la dimension économique du pouvoir de l'armée », dans *Armée et Nation en Égypte : pouvoir civil, pouvoir militaire*, sous la direction de May Chartoum-Dubaruy (Paris : Les Notes de l'IFRI, 2001), p. 73-102.
- El Mahdi, Rabab. « Egyptian elections, necessary but not sufficient », dans *Arab Uprising : Election Season, Project on Middle East Political Science*, 28 novembre 2011 [revue en ligne]; accessible à http://pomeps.org/wp-content/uploads/2011/11/POMEPS_BriefBooklet7_Elections_Web.pdf; Internet, consulté le 8 décembre 2011.

Fahmy, Khaled. « The Military and Politics in Egypt : An Historical Overview », dans *Armée et Nation en Égypte : pouvoir civil, pouvoir militaire*, sous la direction de May Chartoum-Dubaruy (Paris : Les Notes de l'IFRI, 2001), p. 21-42.

Gawad Soltan, Gamal A.. « The Military and Foreign Policy », dans *Armée et Nation en Égypte : pouvoir civil, pouvoir militaire*, sous la direction de May Chartoum-Dubaruy (Paris : Les Notes de l'IFRI, 2001), p. 107-121.

Goodpaster, Andrew J., et Samuel P. Huntington, *Civil-Military Relations*, Washington D.C.: American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1977.

Hamid, Shadi. « How Egypt's Muslim Brotherhood will win », dans *Arab Uprising : Election Season*, Project on Middle East Political Science, 28 novembre 2011 [revue en ligne]; accessible à http://pomeps.org/wp-content/uploads/2011/11/POMEPS_BriefBooklet7_Elections_Web.pdf; Internet, consulté le 8 décembre 2011.

Harb, Imad. « The Egyptian Military in Politics: Disengagement or Accommodation? », *Middle East Journal*, Vol 57, No 2 (Spring 2003), p. 269-290, www.jstor.com; Internet, consulté le 16 novembre 2011.

Hashim, Ahmed. « The Egyptian Military, Part One: From the Ottomans through Sadat », *Middle East Policy*, Vol 18, No 3 (Fall 2011), p. 63-78, www.proquest.com; Internet, consulté le 22 février 2012.

Hashim, Ahmed. « The Egyptian Military, Part Two: From Mubarak Onward », *Middle East Policy*, Vol 18, No 4 (Winter 2011), p. 106-128, www.proquest.com; Internet, consulté le 22 février 2012.

Hilal, Leila et Elgindy, Khaled. « Egypt needs a new road map, not just elections », dans *Arab Uprising : Election Season*, Project on Middle East Political Science, 28 novembre 2011 [revue en ligne]; accessible à http://pomeps.org/wp-content/uploads/2011/11/POMEPS_BriefBooklet7_Elections_Web.pdf; Internet, consulté le 8 décembre 2011.

Hill, Evan. « Do Egypt's liberals stand a chance? », dans *Arab Uprising : Election Season*, Project on Middle East Political Science, 28 novembre 2011 [revue en ligne]; accessible à http://pomeps.org/wp-content/uploads/2011/11/POMEPS_BriefBooklet7_Elections_Web.pdf; Internet, consulté le 8 décembre 2011.

<http://carnegieendowment.org/2011/11/03/egypt-s-democracy-between-military-islamists-and-illiberal-democrats/6m0w#>

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/36/122/38868/Presidential-elections-/Presidential-elections-news/All-you-need-to-know-about-Egypt's-presidential-can.aspx>, consulté le 13 avril 2012

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/36/0/38890/Presidential-elections-/0/Moussa-still-leads-presidential-race-at--pct,-but-.aspx>, consulté le 13 avril 2012

<http://english.ahram.org.eg/NewsContentP/36/40206/Presidential-elections-/BREAKING-Egypt-issues-final-list-of-approved-presi.aspx>, consulté le 26 avril 2012

<http://globalpublicsquare.blogs.cnn.com/2012/01/30/what-do-egypts-generals-want/>, consulté le 1 février 2012

<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/pays/ARG/fr.html>, consulté le 9 février 2012.

<http://www.thedailynewsegypt.com/egypt/court-suspends-constitutional-panel.html>, consulté le 10 avril 2012

<http://www.thedailynewsegypt.com/egypt/islamists-rally-in-cairo-against-mubarak-old-guard.html>, consulté le 13 avril 2012

<http://www.thedailynewsegypt.com/egypt/verdict-does-not-confirm-nationality-of-candidates-mother-says-official.html>, consulté le 12 avril 2012

<http://english.ahram.org.eg/NewsContent/36/0/38503/Presidential-elections-/0/Egypt's-presidential-race,-before-and-after-ElShate.aspx>, consulté le 13 avril 2012

<http://www.reuters.com/article/2012/04/12/us-egypt-army-idUSBRE8390IV20120412>, consulté le 13 avril 2012

<http://weekly.ahram.org.eg/2012/1093/op5.htm>, consulté le 13 avril 2012

<http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2011/02/201121185311711502.html>, consulté le 19 mars 2012

<http://weekly.ahram.org.eg/2012/1088/fr2.htm>, consulté le 14 mars 2012.

<http://www.thedailynewsegypt.com/egypt/pa-seeks-to-withdraw-confidence-from-ganzoury-government-dp2.html>, consulté le 13 mars 2012.

<http://www.thedailynewsegypt.com/egypt/pa-committee-holds-interior-min-responsible-for-deadly-violence-calls-for-sacking-him.html>, consulté le 9 février 2012.

<http://www.thedailynewsegypt.com/people/egyptian-women-honored-for-overcoming-obstacles-barriers-dp2.html>, consulté le 19 mars 2012.

<http://www.time.com/time/world/article/0,8599,2046963,00.html>, consulté le 31 août 2011.

http://www.absoluteastronomy.com/topics/Religion_in_Egypt, consulté le 24 janvier 2012

<http://www.aljazeera.com/indepth/spotlight/egypt/2011/11/2011111510295463645.html>, consulté le 24 janvier 2012

<http://www.ikhwanweb.com/article.php?id=29548>, consulté le 17 janvier 2012

<http://www.independent.co.uk/opinion/commentators/fisk/in-tahrir-square-the-anger-is-growing-again-where-is-the-revolution-the-crowds-fought-for-2312125.html>, consulté le 1^{er} septembre 2011

<http://www.independent.co.uk/news/world/africa/the-vast-and-complex-military-machine-will-decide-its-nation's-future-2212491.html?origin=internalSearch>, consulté le 1^{er} septembre 2011.

<http://www.thedailynewsegypt.com/egypt/fjps-katatny-named-pa-speaker-in-tense-first-session.html>, consulté le 24 janvier 2012

<http://www.thedailynewsegypt.com/egypt-elections-2011/islamists-see-more-parliamentary-gains-after-party-list-results-dp1.html>, consulté le 23 janvier 2012

<http://www.thedailynewsegypt.com/egypt/marches-flood-into-tahrir-square-chanting-down-with-military-rule.html>, consulté le 25 janvier 2012

<http://weekly.ahram.org.eg/2012/1091/eg20.htm>, consulté le 3 avril 2012

<http://www.arabist.net/blog/2012/4/3/voter-poll-in-egypt.html>, consulté le 3 avril 2012

<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,2046051,00.html>, consulté le 31 août 2011

<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,2046038,00.html>, consulté le 31 août 2011

<http://www.egyptindependent.com/node/753521>, consulté le 5 avril 2012

Huntington, Samuel P., *The Soldier and the State : The Theory and Politics of Civil-Military Relations*, New York: Vintage Books, 1957.

Kahouès, Fatiha. « Les Frères Musulmans et les Chrétiens dans la Révolution Égyptienne », *Confluences Méditerranée*, No 79 (avril 2011) : p. 147-160; www.cairn.info; Internet, consulté le 17 janvier 2012.

- Kamrava, Mehran. « Military Professionalization and Civil-Military Relations in the Middle East », *Political Science Quarterly*, Vol 115, No 1 (Spring 2000), p. 67-92, www.jstor.com; Internet, consulté le 16 novembre 2011.
- Khalil, Ashraf. « The Second Republic of Tahrir », dans *Arab Uprising : Election Season*, Project on Middle East Political Science, 28 novembre 2011 [revue en ligne]; accessible à http://pomeps.org/wp-content/uploads/2011/11/POMEPS_BriefBooklet7_Elections_Web.pdf; Internet, consulté le 8 décembre 2011.
- Leiken, Robert S. et Brooke, Steven. « The Moderate Muslim Brotherhood », *Foreign Affairs*, Vol. 86, No. 2 (Mar.-Apr., 2007): p. 107-121; www.jstor.org; Internet, consulté le 16 janvier 2012.
- Lynch, Marc. « Egypt's election: Don't panic! », dans *Arab Uprising : Election Season*, Project on Middle East Political Science, 28 novembre 2011 [revue en ligne]; accessible à http://pomeps.org/wp-content/uploads/2011/11/POMEPS_BriefBooklet7_Elections_Web.pdf; Internet, consulté le 8 décembre 2011.
- Munson, Ziad. « Islamic Mobilisation : Social Movement Theory and the Egyptian Muslim Brotherhood », *The Sociological Quarterly*, Vol. 42, No. 4 (Autumn, 2001): p. 487-510; www.jstor.org; Internet, consulté le 16 janvier 2012.
- Qureshi, Saleem. "Military in the Polity of Islam: Religion as a basis for Civil-Military Interaction", *International Political Science Review*, Vol. 2, No 3, (1981), p. 271-282, www.jstor.org; Internet, consulté le 16 novembre 2011.
- Rogler, Lutz. « Les Frères musulmans, pragmatiques, ne sont pas ce que vous croyez », *Outre-Terre*, No 29 (mars 2011) : p. 351-363; www.cairn.info; Internet, consulté le 17 janvier 2012.
- Serra, Narcis, *The Military Transition: Democratic Reform of the Armed Forces*, Madrid: Cambridge University Press, 2010.
- Stacher, Joshua. « Blame the SCAF for Egypt's problems », dans *Arab Uprising : Election Season*, Project on Middle East Political Science, 28 novembre 2011 [revue en ligne]; accessible à http://pomeps.org/wp-content/uploads/2011/11/POMEPS_BriefBooklet7_Elections_Web.pdf; Internet, consulté le 8 décembre 2011.
- Stepan, Alfred et Wolfson, Leandro. « Las prerrogativas de los militares en los nuevos regímenes democráticos », *Desarrollo Económico*, Vol. 27, No. 108 (Jan. - Mar., 1988) :p. 479-504; www.jstor.org; Internet, consulté le 9 février 2012.

Vannetzel, Marie. « Les voies silencieuses de la contestation: les Frères musulmans égyptiens, entre clientélisme et citoyenneté alternative », *Raisons politiques*, No 29, (janvier 2008) : p. 23-37; www.cairn.info; Internet, consulté le 17 janvier 2012.

Vannetzel, Marie. « Secret Public, Réseaux Sociaux et Morale Politique. Les Frères Musulmans et la Société Égyptienne », *Politix*, No 92, (avril 2010) : p. 77-97; www.cairn.info; Internet, consulté le 17 janvier 2012.

Vidino, Lorenzo, *The New Muslim Brotherhood in the West*, Columbia University Press, New York, 2010, p. 326.